

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 153

20 janvier 2015

SOMMAIRE

2 BB-IDI S.A.	7301	IRE-RE Lux HoldCo S.à.r.l.	7310
AMP Capital Investors (Angel Trains EU No. 1) S. à r.l.	7298	KJK Fund II	7303
AMP Capital Investors (FDF European Infrastructure No. 1) S.à r.l.	7306	Lexin ER (Lux) III S.à r.l.	7303
AMP Capital Investors (FDF European Infrastructure No. 2) S.à r.l.	7308	Lucazoom S.à r.l.	7343
Arcavest Project Topalu Co. KG	7299	Luxemburg Ski Resorts Finance GmbH ..	7303
Berger S.A.	7300	LVS II Lux IV S.à r.l.	7302
Black Metallic Holdings S.à r.l.	7298	LVS II Lux IX S.à r.l.	7302
Boeing International Corporation	7298	LVS II Lux XX S.à r.l.	7304
Bymi S.A.	7299	MagnaChip Semiconductor S.A.	7337
Capital Inn S.à r.l.	7299	ML Whitby Luxembourg	7304
Clinique du Dr. E. Bohler	7300	Onlychic S.A.	7338
Design Ceramica S.A.	7306	Richelieu S.à r.l.	7300
Elise Holdings S.à r.l.	7306	Roof Russia S.A.	7301
Espirito Santo Control S.A.	7338	Scrap Trading Europe	7300
Espirito Santo International S.A.	7307	SCURE Développement durable & Energie SA	7305
Etix Group S.A.	7307	TB North America S.à r.l.	7339
GAI	7317	The Ginseng s.à r.l.	7305
GAI S.à r.l.	7317	Tottenham Hale S. à r. l.	7304
Golden Bean Belval S.à r.l.	7308	Trias GER Kirchheide - T S.à .r.l.	7305
Hausmann, SCA, SICAV-SIF	7325	Trias GER Ludwigstrasse - T S.à r.l.	7301
Immo FF Project	7302	Trias GER Munich Airport - T S.à r.l.	7305
Intaris - Salaires et Gestion	7302	Trias Holdco C - T S.à r.l.	7301
Interfid Investment S.A.	7307	VALORE by AVERE ASSET MGMT SCA	7317

AMP Capital Investors (Angel Trains EU No. 1) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 141.767.

—
EXTRAIT

En date du 09 décembre, les associés ont pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Alan Botfield, en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat;
- Madame Virginia Strelen, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est élue nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014203851/14.

(140227527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Black Metallic Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 163.359.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance

Les gérants de la Société ont décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg avec effet au 15 décembre 2014.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour Black Metallic Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2014203916/14.

(140227949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Boeing International Corporation, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 131.398.

—
EXTRAIT

En date du 30 septembre 2014, l'objet social de l'établissement principal de droit étranger, Boeing International Corporation, a été modifié comme suit:

« **Art. 3.** La nature des activités, objets ou finalités à traiter, promouvoir ou exécuter comprend, de façon non limitative, toutes les activités ou finalités légales énumérées ci-dessous:

Toute conception, fabrication, ingénierie, production, distribution ou exploitation; Tous services et toutes activités liées au service, comprenant l'ingénierie, la formation, l'assistance, la réparation et la modification, la distribution et l'achat, la vente et la revente de biens et services et la concession de licences de logiciels;

Tout achat, vente, revente, concession de licence, distribution, importation, exportation ou production, traitement et expédition de matières premières, pièces, produits, équipements, logiciels et biens corporels et incorporels;

Toute détention, location, concession de licence, financement et exploitation de biens immobiliers et de biens personnels associés (y compris pièces et équipements);

Tout développement, toute acquisition et toute concession de licence de propriété intellectuelle;

Toutes activités liées au transport, au militaire, à la sécurité, à la sûreté, à l'aérien, à l'espace, à l'aviation, à la marine, à l'énergie, à la technologie et à l'intégration de produit y compris la vente, la revente, la concession de licence, la commercialisation, la réparation en lien avec tout dit produit et tout service, assistance ou produit y associé; et toute autre activité en relation avec ce qui précède.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014203919/26.

(140228155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Bymi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 142.202.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la société tenue extraordinairement à Luxembourg, le 19 décembre 2014 à 15 heures

Il résulte de la réunion de l'assemblée générale des actionnaires de la société que l'assemblée générale prononce la clôture de la liquidation de la Société BYMI S.A. avec effet au 19 décembre 2014 et décide que les livres et les documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation au 17, Avenue Guillaume L-1651 Luxembourg.

Résolution prise à l'unanimité

Pour extrait sincère et conforme

Le liquidateur

Référence de publication: 2014203962/17.

(140227939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Arcavest Project Topalu Co. KG, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 32, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 138.114.

Durch Protokoll vom 19 November 2013 wurde festgehalten, dass

- Die luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung Arcavest Project S.à.r.l.,
- Herr Urs Brunner,
- Herr Harald Steingröver,
- Frau Claudia Selb-Kühnl,
- Frau Sabrina Steingröver, und
- Herr Günter Koller,

alle Ihre jeweiligen Anteile an der Gesellschaft an den Diktio Energy Fund, mit Sitz in Trust House, 112 Bonadie Street, Kingstown, Saint Vincent, eingetragen mit dem Handelsregister von Saint-Vincent International Business Companies (IBC) unter der Nummer 19971, übertragen haben und das somit der Diktio Energy Fund alle Aktien der Gesellschaft inne hat.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203881/18.

(140228798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Capital Inn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 162.704.

Extract of the resolutions of the shareholders taken on December 16, 2014

The Shareholders resolve to approve the resignation of Mr Olivier Astruc as class A manager of the Company and decide to appoint, with effect as from 10 October 2014 and for an undetermined period, Mr Jocelyn Paul de Verdeion, having his professional adress at 15 avenue Matignon, F-75008 Paris as new class A manager oft he Company.

Suit la traduction française:

Extrait des résolutions des actionnaires prises en date du 16 décembre 2014

Les actionnaires décident d'accepter la démission de Monsieur Olivier Astruc en qualité de gérant de catégorie A de la société et décident de nommer, avec effet au 10 octobre 2014 et pour une durée indéterminée, Monsieur Jocelyn Paul de Verdalon ayant son adresse professionnelle au 15 avenue Matignon, F-75008 Paris en tant que nouveau gérant de catégorie A de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203969/19.

(140228617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Scrap Trading Europe, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.
R.C.S. Luxembourg B 166.379.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 19/12/2014.
Référence de publication: 2014204876/10.
(140228473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Richelieu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 57, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 120.803.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014204782/10.

(140227564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Berger S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 27.776.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 13 décembre 2014

Après délibération, l'Assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Madame Isabelle Cardoso, demeurant professionnellement au 370, route de Longwy L-1940 Luxembourg a été nommé administratrice jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019 en remplacement de Monsieur Herbert Grossmann décédé le 16 juin 2014.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014203937/13.

(140228329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Clinique du Dr. E. Bohler, Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 88.247.

Par résolution du 26 novembre 2014, l'actionnaire unique a nommé comme membres supplémentaires du conseil d'administration de la société anonyme Clinique du Dr. E. Bohler, avec effet immédiat et pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'année 2015, les personnes suivantes:

- Monsieur Frank WAGENER, demeurant professionnellement à 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg;
- Monsieur Erny GILLEN, demeurant professionnellement à L-1623 Luxembourg, 4, rue du Genistre;
- Soeur Paule DETAMPEL, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 50, avenue Gaston Diderich;
- Monsieur Norbert NICK, demeurant à L-4056 Esch-sur-Alzette, 7-9, place Winston Churchill;
- Madame Diane ADEHM, demeurant à L-2446 Howald, 4, ceinture des Rosiers;
- Monsieur Michel WURTH, demeurant à L-5231 Sandweiler, 43, rue d'Iltzig;
- Madame Marie-Josée JACOBS, demeurant à L-9764 Marnach, 25, Haaptstrooss;
- Monsieur Robert STEINMETZER, demeurant professionnellement à F-75116 Paris, 14, avenue du Président Wilson.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014203981/21.

(140227747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

2 BB-IDI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5408 Bous, 60, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 97.712.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014205096/9.
(140227998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Trias Holdco C - T S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 192.534.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 décembre 2014.
Référence de publication: 2014207427/10.
(140231773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Trias GER Ludwigstrasse - T S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 192.548.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales daté du 17 décembre 2014 que Trias Holdco C -T S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré l'ensemble des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales qu'elle détenait dans le capital social de la Société à Trias Pool I - T S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 décembre 2014.
Référence de publication: 2014204982/16.
(140227436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Roof Russia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.487.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il est à noter qu'en date du 18 décembre 2014, les associés de la Société ont pris les décisions suivantes lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire:

- L'Assemblée décide de prononcer la clôture de la liquidation de la Société.
- L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés pendant cinq ans, à partir de la date de la publication de la clôture de liquidation au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, Mémorial C, à l'adresse suivante: 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDES (Luxembourg) S.A.
Liquidator
M.S.A. Atchia / F. S. Rota
Holder of Proxy / Director

Référence de publication: 2014204789/19.

(140229213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Immo FF Project, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7465 Nommem, 21, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 165.744.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 16 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beringen, le 23 décembre 2014.

Maître Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2014207041/13.

(140231284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Intaris - Salaires et Gestion, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7373 Lorentzweiler, 93, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 145.750.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 16 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beringen, le 23 décembre 2014.

Maître Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2014207048/13.

(140230768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

LVS II Lux IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 178.044.

EXTRAIT

En date du 11 décembre 2014, l'associé unique de la Société a décidé d'accepter avec effet au 19 décembre 2014 la démission de M. Sansal Ozdemir en tant que gérant B de la Société

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour LVS II Lux IV S.à r.l.

Référence de publication: 2014204516/14.

(140227804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

LVS II Lux IX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 180.221.

EXTRAIT

En date du 11 décembre 2014, l'associé unique de la Société a décidé d'accepter avec effet au 19 décembre 2014 la démission de M. Sansal Ozdemir en tant que gérant B de la Société

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour LVS II Lux IX S.à r.l.

Référence de publication: 2014204517/14.

(140227799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Lexin ER (Lux) III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 127.710.

Par résolutions prises en date du 9 décembre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination d'Emmanuel Mougeolle, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 15 décembre 2014 et pour une durée indéterminée;
2. Acceptation de la démission de Géraldine Schmit, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 15 décembre 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204476/15.

(140228337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Luxemburg Ski Resorts Finance GmbH, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 135.740.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 18 décembre 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société à responsabilité limitée LUXEMBURG SKI RESORTS FINANCE GmbH, ayant eu son siège social à L-1628 Luxembourg, 27, rue des Glacis, dénoncé en date du 18 janvier 2010.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry Schiltz, juge, et liquidateur Maître Aurélie Sunnen, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il a ordonné aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 9 janvier 2015 au greffe de la sixième chambre du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg.

Pour extrait conforme
Maître Aurélie Sunnen
Le liquidateur

Référence de publication: 2014204457/18.

(140228324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

KJK Fund II, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 167.847.

Extrait des résolutions prises par les actionnaires de la société en date du 30 juin 2014

- Le mandat de Monsieur Kustaa Äimä, né le 6 Décembre 1971 à Helsinki (Finlande), demeurant Kalevankatu 14 C, 4th floor, 00100 Helsinki (Finlande), en tant qu'administrateur et président du conseil d'administration de la Société a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2015.

- Le mandat de Monsieur Kari Salonen, né le 11 février 1960 à Helsinki (Finlande), demeurant Kalevankatu 14 C, 4th floor, 00100 Helsinki (Finlande), en tant qu'administrateur de la Société a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2015.

- Le mandat de Monsieur Leif Hasager, né le 22 décembre 1954 à Faaborg-Midtfyn (Danemark), demeurant Baeverdalen 33, DK-3400 Hillerod (Danemark), en tant qu'administrateur de la Société a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2015.

- Le mandat de la société Ernst & Young, ayant son siège social situé au 7 rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme

Référence de publication: 2014204421/21.

(140228209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

LVS II Lux XX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand Rue.

R.C.S. Luxembourg B 191.745.

EXTRAIT

En date du 11 décembre 2014, l'associé unique de la Société a décidé d'accepter avec effet au 19 décembre 2014 la démission de M. Sansal Ozdemir en tant que gérant B de la Société

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour LVS II Lux XX S.à r.l.

Référence de publication: 2014204530/14.

(140227850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Tottenham Hale S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 20, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 131.760.

La cession de parts sociales suivante est intervenue en date du 22 octobre 2014:

- L'associé de la Société susmentionnée, Philipp von Wilmowsky a transféré l'intégralité de ses parts sociales de classe B, soit 125.000, à l'associé FCP Anlage AG.

Par conséquent, à compter du 22 octobre 2014, le capital social de la Société est détenu de la façon suivante:

- FCP Anlage AG, détient 875.000,- parts sociales de classe A et 250.000,- parts sociales de classe B

- M. Probst Carsten, détient 125.000,- parts sociales de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2014204975/18.

(140228487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

ML Whitby Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertange, 33, rue du Puits Romains.

R.C.S. Luxembourg B 137.872.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la Société prises en date du 28 octobre 2014

- d'accepter la démission de Monsieur Matthew Scott Fitch, né 9 mars 1974 Bromborough, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle au 4 rue Albert Borschette, L-1246, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet a 5 septembre 2014;

- nommer Madame Joanne Goodsell, né 12 décembre 1969 Kettering, Royaume Uni, avec adresse professionnelle au 33 rue du Puits Romain, L-8070, Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 21 octobre 2014;

- Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

Mrs. Joanne Goodsell, Gérant

Mr. Jonathan Plowe, Gérant

Mr. Alan Levy, Gérant

Mr. Bradley Liebmann, Gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 October 2014.

ML Whitby Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2014204590/22.

(140227658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

SCURE Développement durable & Energie SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 134, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 172.177.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 19/12/2014.

Référence de publication: 2014204878/10.

(140228412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

The Ginseng s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, 258, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 175.353.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ordre
Belux comptafisc S.àR.L.
Rue du Moulin à vent, 28
L – 9541 WILTZ

Référence de publication: 2014205006/13.

(140228774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Trias GER Kirchheide - T S.à .r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 192.579.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales daté du 17 décembre 2014 que Trias Holdco C -T S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré l'ensemble des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales qu'elle détenait dans le capital social de la Société à Trias Pool I - T S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204981/15.

(140227435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Trias GER Munich Airport - T S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 192.586.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales daté du 17 décembre 2014 que Trias Holdco C -T S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré l'ensemble des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales qu'elle détenait dans le capital social de la Société à Trias Pool I - T S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204983/16.

(140227437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Elise Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 169.720.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance

Les gérants de la Société ont décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg avec effet au 15 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour Elise Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2014204116/14.

(140227954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

AMP Capital Investors (FDF European Infrastructure No. 1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 92.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 141.769.

—
EXTRAIT

En date du 05 décembre 2014, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Alan Botfield, en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat;
- Madame Virginia Strelen, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est élue nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014203856/14.

(140227461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Design Ceramica S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 111.714.

—
Assemblée générale ordinaire du 10/12/2014:

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de révoquer Monsieur DERGUIANI Youcef, né le 09/08/1974 à Hayange (France), demeurant à 16 rue François de Wendel, F-57290 Fameck (France), de son poste d'administrateur et de son poste d'administrateur-délégué.

L'assemblée générale décide la révocation de Monsieur MIEDICO Bruno, né le 19/10/1973 à Dieuze (France), demeurant à 55 rue du Maréchal Berthier F-57 360 Amnéville-les-Thermes (France), de son poste d'administrateur et de son poste d'administrateur-délégué.

L'assemblée générale décide la révocation de Madame CARELLE Nadine, née le 26/05/1967 à Dudelange, demeurant professionnellement à 4 rue du Fossé, L-4123 Esch-sur-Alzette, de son poste de Commissaire aux comptes.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide la nomination de Monsieur STROHLE Armand, né le 28/11/1955 à Marspich, demeurant à 2, An Der Aaluecht entrée B Bel Horizon, L-5756 Frisange, au poste d'administrateur unique pour une durée déterminée de 6 ans.

L'assemblée générale décide la nomination de la société Codeja s.à r.l., domiciliée à 11 rue des Trois Cantons, L-8399 Windhof, immatriculée auprès du RCSL B71771, au poste de commissaire aux comptes, pour une durée déterminée de 6 ans.

Fait à Livange, le 10/12/2014.

Le président

Référence de publication: 2014204089/26.

(140228364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Espirito Santo International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 9, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 13.091.

Extrait de la décision sur la nomination d'un dépositaire des actions et parts sociales au porteur du 11.12.2014

Les curateurs de la société ESPIRITO SANTO INTERNATIONAL SA en faillite décident de nommer xinex s.à r.l, experts comptables, demeurant L - 6113 Junglinster, 42 rue des Cerises comme dépositaire des actions et parts sociales au porteur.

Junglinster, le 16.12.2014.

POUR EXTRAIT CONFORME

Alain RUKAVINA

Le curateur

Référence de publication: 2014204158/15.

(140228866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Etix Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 45, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 164.494.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société en date du 17 novembre 2014

En date du 17 novembre 2014, le conseil d'administration de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Deloitte Audit, une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B67895, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

ETIX GROUP S.A.

Signature

Référence de publication: 2014204159/18.

(140228834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Interfid Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 116.169.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 décembre 2014 que les mandats suivants sont renouvelés jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2019:

Administrateurs:

- Madame Orietta RIMI, employée privée, née le 29 septembre 1976 à Erice (Italie) et demeurant professionnellement au 26/28 rives de Clausen L-2165 Luxembourg;

- Monsieur David RAVIZZA, cadre, né le 21 décembre 1965 à Mont-Saint-Martin (France) et domicilié au 42 rue Mantrand, 54650 Saulnes (France);

Commissaire:

- SER.COM S.à r.l., ayant son siège social à au 19, boulevard Grande-duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Madame Orietta RIMI, administrateur actuel, a été nommée président du Conseil d'Administration.

Monsieur Cristian CORDELLA a démissionné de sa fonction d'administrateur.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204381/21.

(140227686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

AMP Capital Investors (FDF European Infrastructure No. 2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 141.770.

—
EXTRAIT

En date du 09 décembre 2014, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Alan Botfield, en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat;
- Madame Virginia Strelen, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est élue nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014203857/14.

(140227484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Golden Bean Belval S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 2, place de l'académie.

R.C.S. Luxembourg B 192.931.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn am elften Dezember

Vor dem unterzeichnenden Notar Joëlle SCHWACHTGEN mit Amtssitz in Wiltz.

Sind erschienen:

- Herr Federico CARRILLO, geboren in Aachen (D), am 29sten April 1980, wohnhaft in L-8293 Keispelt, 13, Rue Pierre Dupong.
- Frau Lucia CARRILLO-ABMUS geboren in Medellin (Kolumbien), am 10. April 1974, wohnhaft in D-89073 Ulm, Basteistr. 49,

Beide Komparenten hier vertreten durch Herrn Felipe CARRILLO, wohnhaft in Dudelingen, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift gegeben in Ulm und Heidelberg am 12ten und 20sten November 2014, welche Vollmachten nach gehöriger «ne varietur» Unterzeichnung durch die Parteien und den amtierenden Notar einer Gesellschaftsgründung beigegeben verbleiben um mit derselben ein registriert und formalisiert zu werden,

Diese Komparenten, handelnd wie erwähnt, ersuchen den amtierenden Notar, die Satzung einer zwischen ihnen zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Es wird hiermit durch die Komparenten und allen Personen, die später einmal Gesellschafter werden könnten, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche den entsprechenden Gesetzesbestimmungen und im besonderen dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, sowie abgeändert, und der vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Betrieb einer Kaffeebar mit nicht alkoholischen Getränken mit allen im Zusammenhang damit stehenden Aktivitäten, sowie der Kauf, Verkauf, der Import und Export von Kaffee, Kaffeemaschinen und allen Materialien und Produkten der Branche.

Im Rahmen ihrer Aktivitäten, kann die Gesellschaft eine Hypothek gewähren, Geld verleihen mit oder ohne Garantie oder Bürgschaft leisten für andere Körperschaften oder physische Personen, unter den Bedingungen der diesbezüglichen Gesetze.

Die Gesellschaft kann im Allgemeinen alle kaufmännischen, finanziellen und industriellen Tätigkeiten ausüben, die mittelbar oder unmittelbar in Bezug zum Gesellschaftsgegenstand stehen oder die zur Verwirklichung des Gegenstandes beitragen könnten.

Art. 3. Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung "Golden Bean Belval S. à r. l.".

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Esch-sur-Alzette.

Der Firmensitz kann durch Beschluss der Gesellschafter an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 5. Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital ist auf zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.-€) festgesetzt, eingeteilt in 500 (fünfhundert) Anteile mit einem Nominalwert von fünfundzwanzig Euro (25.-€).

Art. 7. Die Anteile sind zwischen Gesellschaftern frei übertragbar. Für den Fall der Veräußerung an Drittpersonen sind die anderen Gesellschafter vorkaufsberechtigt. Sie können an Drittpersonen nur mit der Zustimmung von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, übertragen werden. Diese Bestimmung gilt auch im Sterbefall für die Übertragung an Pflichterben und überlebende Ehegatten.

Art. 8. Weder Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs noch Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft auf.

Art. 9. Gläubiger, Berechtigte oder Erben können in keinem Fall Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsunterlagen stellen.

Art. 10. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, welche nicht Gesellschafter sein müssen und welche von der Generalversammlung ernannt werden.

Die jeweiligen Befugnisse des oder der Geschäftsführer, sowie die Dauer deren Mandate werden bei ihrer Ernennung durch die Generalversammlung festgelegt.

Der oder die Geschäftsführer können unter ihrer Verantwortung ihre Befugnisse ganz oder teilweise an einen oder mehrere Bevollmächtigte weiterleiten.

Art. 11. Bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen die Geschäftsführer keine persönlichen Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 12. Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt, ganz gleich wie viele Anteile er hat. Er kann so viele Stimmen abgeben wie er Anteile innehat. Jeder Gesellschafter kann sich regelmäßig bei der Generalversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Die Hauptversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einer Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Beschlüsse über die Änderung der Satzung sind nur rechtsgültig, soweit sie von einer Mehrheit der Gesellschafter gefasst werden, die mindestens drei Viertel des Kapitals vertreten.

Art. 13. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 14. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen innerhalb der ersten sechs Monate den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Art. 15. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz, während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 16. Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent dieses Gewinns werden der gesetzlichen Reserve zugeführt bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Art. 17. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von der Generalversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Generalversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Zeichnung und Einzahlung des Kapitals

Das Gesellschaftskapital wird wie folgt gezeichnet:

1) Herr Frederico CARRILLO, vorbenannt,	250
2) Frau Lucia CARRILLO-ABMUS, vorbenannt,	250
Total: hundert Anteile	500

Diese Anteile wurden jeweils in bar zu ihrem Nennwert eingezahlt, so dass der Gesellschaft die Summe von zwölf-tausendfünfhundert Euro (12.500.-Euro) zur freien Verfügung steht, so wie es dem verhandelnden Notar durch eine Bankbescheinigung nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf neunhundertfünfzig Euro (950-EUR) geschätzt.

Anmerkung

Der amtierende Notar hat die Kompargenten darauf aufmerksam gemacht, dass die hier zuvor gegründete Gesellschaft vor jeglicher geschäftlicher Aktivität, im Besitz einer formgerechten Handlungsgenehmigung in Bezug auf den Gesellschaftszweck sein muss, was die Kompargenten ausdrücklich anerkannt haben.

Generalversammlung

Sodann fassen die Gesellschafter, welche das gesamte Stammkapital vereinigen, folgende Beschlüsse:

1. Zum alleinigen Geschäftsführer auf unbestimmte Dauer wird Herr Frederico CARRILLO, vorbenannt, ernannt.
2. Die Gesellschaft wird nach außen verpflichtet durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers.
3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in: L-4361 Esch-sur-Alzette, Belval Plaza, 2, Place de l'Academie

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg Und nach Vorlesung von allem Vorstehenden an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: CARRILLO F., Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Wiltz, le 19/12/2014. Relation: WIL/2014/994. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204255/108.

(140228524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

IRE-RE Lux HoldCo S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 23.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 192.977.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the second day of the month of December.

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Invesco Real Estate Management S.à r.l., a company incorporated and existing under the laws of Luxembourg law of 10th August 1915 on commercial companies, having its registered office at 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B133753,

represented by Mrs. Corinne Petit, employee, residing professionally in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, pursuant to a proxy given under private seal on November 20th 2014.

Which proxy after having been initialled "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company ("société à responsabilité limitée") which is hereby established as follows:

Art. 1. Form, Name. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "IRE-RE Lux HoldCo S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons and entities who may become members thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The purpose of the Company is the direct or indirect holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourgish and foreign real estate companies and any other form of real estate investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its real estate portfolio.

The purpose of the Company is also to invest in real estate property, either by means of purchase, exchange or such other manners as well as the disposal, the administration, the development and the management of real estate property throughout Europe and carry out any operation relating directly or indirectly thereto or which it may deem useful in the accomplishment and development of this purpose.

The Company may further guarantee, borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures or grant loans in any other form or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a limited member with limited liability or as unlimited member with unlimited liability for all debts and obligations of memberships or similar corporate structures.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purpose or which are related directly or indirectly to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

It may be dissolved by a resolution of the member(s), voting with the quorum and majority rules set by the applicable laws or by these articles of association, as the case may be, for any amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its members deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Capital. The issued capital of the Company is set at twenty-three thousand five hundred euros (EUR 23,500.-) divided into twenty-three thousand five hundred (23,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its member(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the member(s) or to allocate funds to the legal reserve.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the members adopted in the manner required for amendment of these articles of association. The Company shall ensure at all times that (i) there will be no more than thirty (30) members in the company and (ii) none of the members in the Company will be a physical person and (iii) following any transfer of shares, clauses (i) and (ii) will remain satisfied.

For the avoidance of doubt this provision operates only to give the Company the opportunity to qualify as a special foreign fund (Spezial-Investmentvermögen) within the meaning of article 16 of the German Investment Tax Act for German Tax purposes and each member understands and agrees that it has no action whatsoever for damages whether in contract or tort (and will not seek to pursue any such action) against either the Company's assets in the event that this provision is breached or amended.

Art. 6. Shares. Shares are freely transferable among members. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-members is subject to the consent of members representing at least seventy five percent (75%) of the Company's capital. In accordance with the provisions of article 5 hereabove, the Company shall not give effect to any transfer of shares, if such transfer results in the Company having more than thirty (30) members or a physical person becoming a member of the Company.

Art. 7. Managers. The Company is managed by one or several managers who need not be members.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of members, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Meetings of the board of managers shall be held at the registered office or such other place in Luxembourg as the board of managers may from time to time determine. A quorum of the board of managers shall be the presence or representation of half of the managers holding office.

Resolutions are taken by majority vote of the managers present or represented at the meeting.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another provided that where a conference call or video conference is used as a means of communication, it must be initiated and chaired from Luxembourg.

The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice, containing an agenda which sets out any points of interest for the meeting, of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours prior to the beginning of such meeting. Each manager may waive his right to be convened as set out above by consent in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by any manager of the Company. Any proxies will remain attached thereto.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Managers' resolutions shall be conclusively certified or an extract thereof shall be issued under the individual signature of any manager.

Vis-à-vis third parties the manager or the board of managers (in the case of a board of managers) has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company. The Company will be bound by the individual signature of the sole manager, or by the joint signatures of any two managers (in the case of a board of managers) or by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated.

Art. 8. Manager's Liability. Except in case of negligence or wilful misconduct, the manager(s) assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. As agents of the Company, they are responsible only for the performance of their duties.

Art. 9. Members. Each member may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of members through a special proxy.

Decisions by members are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law at meetings held including meetings held by way of conference call, video conference or other means of communication allowing members taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another, the participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company.

Meetings shall be called by the manager(s) by convening notice addressed by registered mail to members to their address appearing in the register of members held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

Collective decisions are only valid if they are adopted by the votes representing more than half of the capital. However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (i) a majority of the members (ii) representing at least three quarters of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than twenty five (25) members, an annual general meeting shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company on the last Tuesday of the month of January of each year at 10 am. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 10. Financial Year. The accounting year begins on the 1st day of January of each year and ends on 31st December of the following year.

Art. 11. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Art. 12. Appropriation of Profits. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The members may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members.

The share premium account may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members. The general meeting of members may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 13. Dissolution, Liquidation. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, members or not, and who are appointed by the general meeting of members who will specify their powers and remunerations.

Art. 14. Applicable Law. If, and as long as one member holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

For anything not dealt with in the present articles of association, the members refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the date of incorporation of the Company and shall terminate on December 31st, 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up, the appearing party, Invesco Real Estate Management S.à r.l., prenamed, has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

23,500 shares at EUR 1.- each for a total of EUR 23,500.-

Evidence of the payment of the subscription price has been given to the undersigned notary.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Extraordinary general meeting

The single member has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
2. The number of managers is set at three (3), and the following persons are appointed as manager of the Company for an undetermined period of time:
 - Mr. Fabrice Coste, manager, born on 01. April 1973 in Liege (Belgium), with professional address at 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - Mrs. Marion Geniaux, manager, born on 24. January 1984 in Bordeaux (France), with professional address 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - Mr. Tobias Simon, manager, born on 03 July 1975 in Mainz (Germany), with professional address at Sendlinger Strasse 12, 80331 Munich, Germany.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

Whereof, and in faith of which we, the undersigned notary, have set our hand and seal, on the day named at the beginning of this document.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Englischen Textes:

Im Jahr zweitausendundvierzehn, am zweiten Dezember.

Vor Uns, Maître Martine SCHAEFFER, Notar mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Erschien folgende Person:

Invesco Real Estate Management S.à r.l., eine nach Luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter Nummer B133.753,

vertreten durch Frau Corinne Petit, Angestellte, geschäftsansässig in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, auf Grund einer unter Privatschrift erteilten Vollmacht, gegeben am 20. November 2014.

Welche Vollmacht, die von der Erschienenen und der unterzeichnenden Notari „ne varietur“ unterzeichnet wurde, bleibt dieser Urkunde beigefügt um, zusammen mit dieser bei der zuständigen Registerstelle eingereicht zu werden.

Die erschienene Person, die in der oben angeführten Eigenschaft tätig ist, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, nachstehende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu Protokoll zu nehmen, die hierdurch wie folgt erteilt wird:

Art. 1. Form, Name. Hiermit wird zwischen der erschienenen Partei und allen Personen und juristischen Personen, die gegebenenfalls darauf Mitglieder werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") mit dem Namen "IRE-RE Lux HoldCo S.à r.l." (die "Gesellschaft") eingerichtet. Die Gesellschaft wird durch diesen Gesellschaftsvertrag und durch die entsprechende Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Geschäftsgegenstand. Der Zweck der Gesellschaft ist der direkte oder indirekte Besitz von Anteilen in jeglicher Form in luxemburgischen und ausländischen Immobiliengesellschaften und in jeglicher anderer Arten von Immobilienbeteiligungen, wie den Erwerb durch Kauf, Übereignung oder in anderer Form sowie die Übertragung durch Verkauf, unter anderem durch Austausch von Sicherheiten jeglicher Art und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihres Immobilienportfolios.

Zweck der Gesellschaft ist auch die Investition in Immobilienbesitz, entweder durch Erwerb, Austausch oder ähnliches sowie durch Veräußerung, Verwaltung, und Entwicklung von Immobilienbesitz in Europa sowie jegliche Tätigkeit durchzuführen, die mittelbar oder unmittelbar damit im Zusammenhang steht oder welche sinnvoll zur Ausführung und Entwicklung des Gesellschaftszwecks erscheint.

Die Gesellschaft kann bürden, einen Kredit aufnehmen, Schuldverschreibungen (bonds) und Schuldscheine (debentures) ausgeben, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften, in denen sie Anteile mittelbar oder unmittelbar hält oder die dem selben Portfolio an Gesellschaften angehören, unterstützen.

Die Gesellschaft kann darüberhinaus als beschränkter Teilhaber mit beschränkter Haftung oder als unbeschränkter Teilhaber mit unbeschränkter Haftung für alle Verpflichtungen aufgrund der Teilhaberschaft oder ähnlichen Gesellschaftsformen agieren.

Die Gesellschaft kann zu ihren und auch zu Gunsten Dritter jegliche Tätigkeiten ausführen, die der Durchführung des Gesellschaftszwecks dienen oder welche direkt oder indirekt im Bezug zum Gesellschaftszweck stehen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Die Gesellschaft kann jederzeit aufgelöst werden durch Beschluss des(r) Gesellschafter(s), der in Übereinstimmung mit diesem Gesellschaftervertrag oder dem nach dem Gesetz für die Änderung des Gesellschaftervertrags erforderlichen Quorum- und Mehrheitsregeln gefasst wird.

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Dieser kann an jeden Ort im Großherzogtum verlegt werden. Dies geschieht durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Veränderung des Gesellschaftsvertrages vorgesehenen Art und Weise, beraten.

Die Adresse des eingetragenen Sitzes kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Stadtgemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Solche vorübergehende Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder der Geschäftsführung vorgenommen und den beteiligten Parteien mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das herausgegebene Stammkapital der Gesellschaft beläuft sich auf dreiundzwanzigtausendfünfhundert Euro (EUR 23.500,-), aufgeteilt auf dreiundzwanzigtausendfünfhundert (23.500) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-). Alle diese Gesellschaftsanteile sind vollständig eingezahlt.

Zusätzlich zum ausgegebenen Kapital kann ein Prämienkonto eingerichtet werden, in welches jede auf einen Anteil gezahlte Prämie zusätzlich zu seinem Nennwert übertragen wird. Der Betrag auf dem Prämienkonto kann für die Zahlung von Anteilen die die Gesellschaft von ihren(m) Gesellschafter(n) zurückkaufen kann, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlust, zur Ausschüttung an die (den) Gesellschafter in Form von Dividenden oder zur Einbringung von Fonds in die gesetzliche Rücklage verwendet werden. Das Kapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Mitglieder, in der für die Veränderung des Gesellschaftsvertrages vorgesehenen Art und Weise, erhöht oder verringert werden.

Die Gesellschaft stellt sicher, dass zu keinem Zeitpunkt (i) mehr als 30 Gesellschafter vorhanden sind und (ii) keines dieser Mitglieder eine natürliche Person ist und (iii) im Anschluss an jede Übertragung von Anteilen die Klauseln (i) und (ii) erfüllt bleiben.

Soweit notwendig wirkt diese Bestimmung nur um der Gesellschaft die Gelegenheit zu geben, sich im Sinne des Artikels 16 des deutschen Investmentsteuergesetzes zu deutschen Steuerzwecken als Spezial-Investmentvermögen zu qualifizieren. Jeder Anteilinhaber versteht und erklärt sich damit einverstanden, dass er keinen Anspruch auf Ersatz von Schäden aus dem Gesellschaftsvermögen hat, weder aus Vertrag noch aus Delikthandlungen (und dass er keine solche Handlung gerichtlich verfolgen wird), wenn gegen diese Bestimmung verstoßen oder diese geändert wird.

Art. 6. Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung auf Dritte der Einwilligung von mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals. In Übereinstimmung mit Art. 5 führt die Gesellschaft keine Anteilsübertragungen aus, die dazu führen würden, dass die Gesellschaft von mehr als dreißig (30) Gesellschaftern gehalten oder eine natürliche Person Gesellschafter wird.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Sie werden durch einfache Mehrheit gewählt und abberufen. Dies geschieht auf der Generalversammlung, welche die Befugnis und die Dauer der Vollmachten beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt.

Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung mit oder ohne Grund (ad nutum) zu jeder Zeit widerrufen werden.

Im Falle von mehreren Geschäftsführern, bilden diese die Geschäftsführung. Die Geschäftsführersitzung wird am Gesellschaftssitz oder durch Beschluss der Geschäftsführung an einem anderen Ort in Luxemburg abgehalten. Für die Beschlussfähigkeit der Geschäftsführung ist die Anwesenheit oder Vertretung von mindestens der Hälfte der genannten Geschäftsführer erforderlich.

Entscheidungen werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Jeder Geschäftsführer kann an den Geschäftsführungssitzungen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln, die es ihm ermöglichen mit anderen zu kommunizieren, teilnehmen, vorausgesetzt, dass die Sitzung welche mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten wird, von Luxemburg aus geleitet und initiiert wird.

Die Teilnahme, oder das Abhalten einer solchen Versammlung, entspricht einer persönlichen Teilnahme an den Sitzungen. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer der hierzu bevollmächtigt ist vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind zu jeder Geschäftsführersitzung mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor ihrem Beginn durch schriftliche Einladung, welche eine Tagesordnung zu enthalten hat, in welcher sämtliche Punkte von Bedeutung für die Sitzung aufgeführt sind, zu benachrichtigen. Auf diese Einberufung kann, wie oben ausgeführt, seitens der Geschäftsführer durch Zustimmung jedes einzelnen entweder schriftlich oder per Telegramm, Telekopie oder per Email verzichtet werden. Spezifische Einberufungen sind für einzelne Versammlungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden, nicht notwendig.

Die Beschlüsse der Geschäftsführer werden in einem Sitzungsprotokoll festgehalten, welches von einem Geschäftsführer unterschrieben wird. Die Vertretungsvollmachten sind dem Protokoll als Anlage beizufügen.

Ein Beschluss in schriftlicher Form, unterzeichnet von allen Geschäftsführern, ist genauso wirksam als ob er durch eine wirksam einberufene und durchgeführte Geschäftsführerversammlung getroffen worden wäre. Ein solcher Beschluss kann in einem einzigen von allen Geschäftsführern unterschriebenen Dokument oder in mehreren Dokumenten gleichen Inhalts, welches jedes von einem einzigen Geschäftsführer unterschrieben wurde, dokumentiert werden.

Die Beschlüsse der Geschäftsführer sollten beweiskräftig beglaubigt sein, oder ein Auszug dieser muss von jedem Geschäftsführer unterschrieben werden.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (im Falle einer Geschäftsführung) die weitestreichende Macht um in allen Lagen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Lagen, jeden Akt und jede Handlung im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheissen.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers, der gemeinsamen Unterschrift von zwei Geschäftsführern (im Falle einer Geschäftsführung) oder durch die Unterschrift einer oder mehreren Personen, welche durch Delegation einer der Gesellschafter dazu befugt sind, gebunden sein.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Der oder die Gesellschaftsführer übernehmen, aufgrund ihrer Position, keine persönliche Haftung für Handlungen, die im Namen der Gesellschaft geschehen, abgesehen von Vorsatz oder Fahrlässigkeit. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie nur für die Erfüllung ihrer Verpflichtungen verantwortlich.

Art. 9. Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Anteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Die in Sitzungen, Telefonkonferenzschaltung, Videokonferenzschaltung oder durch andere Kommunikationsmittel, falls und soweit durch das luxemburgische Gesellschaftsrecht vorgesehen, gefassten Beschlüsse, welche erlauben sich zu verständigen und durch welche die Teilnahmen an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel der persönlichen Anwesenheit entspricht, werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgesehenen Form und Mehrheit gefasst. Eine ordnungsgemäße Sitzung der Gesellschaftsmitglieder sollte die ganze Anteilsinhaberschaft vertreten.

Die Einberufung der Sitzung durch den/die Geschäftsführer hat wenigstens acht (8) Tage vor dem für die Sitzung geplanten Termin zuzugehen und erfolgt mittels eingeschriebenen Briefes an die Adresse der Gesellschafter die im Re-

gister der Gesellschafter der Gesellschaft eingetragen ist. Wenn das gesamte Stammkapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung auch ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Gemeinschaftliche Beschlüsse sind nur wirksam, wenn sie durch Stimmenmehrheit von mehr als der Hälfte des Stammkapitals abgegeben werden. Beschlüsse die die Änderung des Gesellschaftsvertrages betreffen, werden (i) durch Stimmenmehrheit der Gesellschafter, (ii) die wenigstens drei Viertel des herausgegebenen Stammkapitals entsprechen, gefasst.

Im Falle dass, und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, hat jedes Jahr, am letzten Dienstag im Monat Januar um 10 Uhr vormittags eine Generalversammlung am Geschäftssitz in Luxemburg statt zu finden. Wenn dies kein Werktag sein sollte, wird die Sitzung am darauffolgenden Werktag stattfinden.

Art. 10. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jedes Folgejahres.

Art. 11. Finanzbericht. Jedes Jahr sowie am Ende des ersten Geschäftsjahres wird der Jahresbericht durch den Geschäftsführer oder eventuell durch die Geschäftsführung verfasst.

Der Finanzbericht steht den Anteilhabern am Geschäftssitz zur Verfügung.

Art. 12. Gewinnverteilung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Reingewinns der Gesellschaft werden dem vom Gesetz verlangten Reservefonds zugewiesen. Diese Zuweisung wird nicht mehr verlangt, sobald und solange der Reservefonds sich auf zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft beläuft.

Die Mitglieder können aufgrund von vom Geschäftsführer oder von der Geschäftsführung ausgearbeiteten Finanzberichten die Ausschüttung von Zwischendividenden beschließen. Dies zeigt dass genügend Rücklagen zur Verteilung vorhanden sind. Der ausgegebene Betrag kann jedoch nicht die seit dem letzten Geschäftsjahresende erzielten realisierten Gewinne, erhöht durch die übertragenen Gewinne und die aufzuteilenden Reserven aber unter Abzug der übertragenen Verluste und Beträge welche auf ein Reservekonto eingezahlt werden müssen, nicht überschreiten. Dieser Restbetrag wird durch Beschluss der Generalversammlung an die Mitglieder ausgeschüttet. Das Anteilsprämienkonto wird durch Beschluss der Generalversammlung an die Anteilhaber ausgegeben. Die Generalversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf das Reservekonto zu überweisen.

Art. 13. Auflösung, Liquidation. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren welche Gesellschafter oder nicht sein können, und die durch die Generalversammlung ernannt werden. Diese legt ebenfalls ihre Befugnisse und Vergütung fest.

Art. 14. Anwendbares Recht. Falls, und solange nur ein Mitglied alle Anteile der Gesellschaft besitzt, besteht die Gesellschaft als Ein-Person-Gesellschaft gemäß Artikel 179(2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften; in diesem Fall sind unter anderem Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes anwendbar.

Für alle nicht in diesem Gesellschaftsvertrag geregelten Angelegenheiten finden die entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen Anwendung.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Zahlung

Nach Errichtung der Satzung der Gesellschaft, hat die erschienene Person, Invesco Real Estate Management S.à r.l., vorbenannt, die nachstehend angeführte Zahl von Anteilen gezeichnet und die folgenden Beträge in Bar eingezahlt:

23.500 Anteile zu jeweils EUR 1,- mithin einen Gesamtbetrag von € 23.500.

Der Nachweis über diese Zahlung wurde gegenüber dem unterzeichnenden Notar erbracht.

Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Vergütungen und Lasten jedweder Form, die von der Gesellschaft im Rahmen ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf circa eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400,-) geschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Der alleinige Gesellschafter hat sodann die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 37A, Avenue J.F.Kennedy, L-1855 Luxemburg.
2. Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf drei (3) festgelegt, wobei die folgenden Personen auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer bestellt werden:
 - Herr Fabrice Coste, Geschäftsführer, geboren am 01. April 1973 in Liege (Belgien), geschäftsansässig in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L - 1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;
 - Frau Marion Geniaux, Geschäftsführerin, geboren am 24. Januar 1984 in Bordeaux (Frankreich), geschäftsansässig in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;
 - Herr Tobias Simon, Geschäftsführer, geboren am 03. Juli 1975 in Mainz (Deutschland), geschäftsansässig in Sendlinger Strasse 12, 80331 München, Deutschland

Die Urkunde wurde der erschienen Partei vorgelesen, die darum bat, die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abzufassen. Die erschienene Partei unterzeichnete sodann gemeinsam mit uns, der Notarin, die der englischen Sprache kundig ist, die vorliegende urschriftliche Urkunde.

Worüber diese Urkunde, in Luxemburg an dem zu Beginn dieses Dokuments genannten Tag ausgestellt wurde.

Der vorliegenden in Englisch abgefassten notariellen Urkunde folgt eine deutsche Übersetzung. Im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, gebürt der englischen Fassung der Vorrang.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2014. LAC/2014/58316. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204385/378.

(140229628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

VALORE by AVERE ASSET MGMT SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 115.358.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205045/9.

(140228138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

**GAI, Société Coopérative organisée comme une Société Anonyme,
(anc. GAI S.à r.l.).**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 58.181.

L'an deux mil quatorze, le huit décembre.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Se tient

une assemblée générale extraordinaire des associés (ci-après «l'Assemblée») de GAI S.à r.l., une Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 12, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 58.181 (ci-après «la Société»). La Société a été constituée le 23 janvier 1997 suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «IMAGINE», publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n°281 du 6 juin 1997. Les statuts de la Société (ci-après «les Statuts») ont été modifiés à plusieurs reprises, et pour la dernière fois le 13 décembre 2013 en vertu d'un acte du notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n°405 du 13 février 2014.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Patrice BOUGON, demeurant à F-92200 Neuilly-sur-Seine («le Président»).

Le président désigne Monsieur Frédéric TARON, employé de la Société, demeurant professionnellement à L-2227 Luxembourg, en tant que secrétaire de l'Assemblée («la Secrétaire»).

L'Assemblée désigne Monsieur Claude GEIBEN, maître en droit, demeurant professionnellement à L-2227 Luxembourg, en tant que scrutateur de l'Assemblée («le Scrutateur»).

Le Président, la Secrétaire et le Scrutateur constituent ensemble le Bureau.

Les associés représentés à l'Assemblée et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent figurent sur une liste de présences qui restera annexée aux présentes après avoir été signée par les associés et les membres du Bureau pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Le Bureau ayant ainsi été constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

I. Il apparaît de la liste de présence établie et certifiée par les membres du Bureau que l'intégralité des cent trente-quatre mille quarante-trois (134.043) parts sociales de la Société sans désignation de valeur nominale est dûment représentée à l'Assemblée, qui est par conséquent dûment constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour reproduit ci-dessous.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Changement de forme juridique de la Société de Société à responsabilité limitée en Société coopérative organisée comme une Société anonyme; et
3. Refonte complète des statuts de la Société afin de refléter le changement de forme juridique de la Société.
4. Election d'un commissaire aux comptes; définition du terme de son mandat;
5. Election des membres d'un premier conseil d'administration; définition du terme de leur mandat.

Après délibération sur l'ensemble des points figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée passe, par votes séparés et sans abstention, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les associés représentés s'estimant dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide, conformément à l'article 3 de la loi du 10 août 1915 concernant les Sociétés commerciales, telle que modifiée, de changer la forme juridique de la Société de Société à responsabilité limitée en Société coopérative organisée comme une Société anonyme sans dissolution, ni liquidation, ni création d'une personnalité juridique nouvelle.

L'Assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la Société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec le changement envisagé.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de refondre intégralement les Statuts et plus particulièrement de modifier l'objet social pour lui donner la teneur suivante:

«La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, incluant le financement de participation respectivement le financement de sociétés ou d'entreprises dans lesquelles la société détient ou non une participation ou un intérêt, à l'exclusion de toute activité de financement qui requiert un agrément comme professionnel du secteur financier. La Société a encore pour objet la gestion et la mise en valeur de son propre patrimoine immobilier actuel, voire de tout immeuble acquis par la suite.

La Société pourra dans tous pays employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux Sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

La Société pourra effectuer toutes opérations commerciales, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement. La Société pourra notamment louer des bureaux et employer du personnel.»

En conséquence les statuts de la Société auront désormais la teneur suivante:

Sommaire

Titre I^{er} . - Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Titre II. - Actionariat - Transmission des titres d'actions

Titre III. - Administration - Surveillance

Titre IV. - Assemblée générale - Exercice social - Dissolution

Titre I^{er} . - Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er} . Dénomination sociale. Il existe une Société coopérative organisée comme une Société anonyme sous la dénomination de:

GAI ("la Société").

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège

social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La durée de la Société est 30 (trente) ans et se termine le 31 décembre 2045.

La durée peut être prolongée.

Art. 4. Objet social. La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, incluant le financement de participation respectivement le financement de sociétés ou d'entreprises dans lesquelles la société détient ou non une participation ou un intérêt, à l'exclusion de toute activité de financement qui requiert un agrément comme professionnel du secteur financier. La Société a encore pour objet la gestion et la mise en valeur de son propre patrimoine immobilier actuel, voire de tout immeuble acquis par la suite.

La Société pourra dans tous pays employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux Sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

La Société pourra effectuer toutes opérations commerciales, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement. La Société pourra notamment louer des bureaux et employer du personnel.

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit est représenté par des actions d'une valeur nominale de sept cent cinquante euros (750.-EUR) chacune.

Au jour de la conversion de la Société en Société coopérative organisée comme une Société anonyme, le nombre d'actions souscrites de la Société est de cent trente-quatre mille quarante-trois (134.043).

Le capital social souscrit minimum est de sept millions cinq cent mille euros (7.500.000.- EUR) (ci-après «le Capital Minimum»). Le capital actuel est celui de la société à responsabilité limitée GAI S.à.r.l., objet de la présente transformation, soit cent millions cinq cent trente-deux mille deux cent cinquante euros (100.532.250.- EUR), divisé en cent trente-quatre mille quarante-trois (134.043) actions, d'une valeur nominale de sept cent cinquante euros (750.- EUR) chacune, détenues aujourd'hui comme suit:

1) la société anonyme de droit français GRANDE ARMEE INVESTISSEMENT (GAI) S.A., ayant son siège social au 35, rue du Louvre, F-75002 PARIS inscrite au registre de commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 388 261 794:

45.000 (quarante-cinq mille) actions

2) Monsieur Patrice BOUGON, né le 7 novembre 1955 à NEUILLY-SUR-SEINE (France), résidant à F-92200 NEUILLY-SUR-SEINE,

60.715 (soixante mille sept cent quinze) actions (en pleine propriété)

4.828 (quatre mille huit cent vingt-huit) actions (en usufruit)

3) Madame Christine DAYRAS, épouse BOUGON, née à Neuilly-sur-Seine (France) le 2 avril 1956, F-92200 Neuilly-sur-Seine:

7.202 (sept mille deux cent deux) actions (en pleine propriété)

16.298 (seize mille deux cent quatre-vingt-dix-huit actions (en usufruit)

4) Monsieur Alexis BOUGON, né à Paris 14^e (France), le 5 décembre 1985, demeurant à, F-75017 Paris:

5.282 (cinq mille deux cent quatre-vingt-deux) actions (en nue-propriété), dont 1.207 (mille deux cent sept) sous usufruit au profit de Patrice BOUGON, préqualifié, et 4.075 (quatre mille soixante-quinze) sous usufruit chez Christine DAYRAS, préqualifiée

5) Madame Camille BOUGON, épouse PENINQUE, née à Paris 14^e (France), le 4 avril 1981, à F-75017 Paris:

5.282 (cinq mille deux cent quatre-vingt-deux) actions (en nue-propriété), dont 1.207 (mille deux cent sept) sous usufruit au profit de Patrice BOUGON, préqualifié, et 4.075 (quatre mille soixante-quinze) sous usufruit chez Christine DAYRAS, préqualifiée

6) Monsieur Adrien BOUGON, né à Paris 16^e (France), le 21 décembre 1996, demeurant à F-92200 Neuilly-sur-Seine:

5.281 (cinq mille deux cent quatre-vingt-un actions (en nue-propriété), dont 1.207 (mille deux cent sept) sous usufruit au profit de Patrice BOUGON, préqualifié, et 4.074 (quatre mille soixante-quatorze) sous usufruit chez Christine DAYRAS, préqualifiée

7) Mademoiselle Clarisse BOUGON, née à Paris 16^e (France) le 19 décembre 1987, demeurant à F-75009 Paris:

5.281 (cinq mille deux cent quatre-vingt-un) actions (en nue-propriété), dont 1.207 (mille deux cent sept) sous usufruit au profit de Patrice BOUGON, préqualifié, et 4.074 (quatre mille soixante-quatorze) sous usufruit chez Christine DAY-RAS, préqualifiée

TOTAL: 134.043 (cent trente-quatre mille quarante-trois) actions.

Les actions sont soumises aux mêmes conditions que celles de la Société lorsqu'elle existait sous forme de société à responsabilité limitée (GAI S.à.r.l.), en raison notamment de leur origine de propriété.

Le montant du Capital Minimum peut être augmenté ou réduit par une décision de la collectivité des actionnaires réunie en Assemblée générale extraordinaire en application des dispositions de l'article 9.3.2 des présents statuts.

Le capital social peut être formé par apport en numéraire, apport en nature, par la capitalisation des bénéfices et réserves distribuables, y compris la prime d'émission, ou par l'exercice d'obligations convertibles, ou de tout autre instrument de dette convertible, ou tout autre instrument convertible, échangeable ou pouvant être exercé en actions.

Le capital est variable, sans modification des statuts, pour ce qui dépasse le montant du Capital Minimum.

Les actions sont et resteront nominatives.

Titre II. - Actionnariat - Transmission des titres

Art. 6. Actionnariat - Transmission des titres d'actions.

6.1. Composition de l'actionnariat

6.1.1 Personnes Physiques

Ne peuvent être actionnaires de la Société outre les actionnaires actuels, directement ou indirectement, sous réserve du respect des dispositions des présents statuts et de l'agrément préalable du Conseil d'administration en application de l'article 7.2.2 des statuts, que:

a) Monsieur Patrice BOUGON, administrateur de sociétés, né le 7 novembre 1955 à Neuilly Sur Seine, demeurant à F-92200 Neuilly-sur-Seine, et Madame Christine DAYRAS, épouse BOUGON, née le 6 avril 1956, demeurant au même domicile;

b) les descendants majeurs de Monsieur Patrice BOUGON et de Madame Christine DAYRAS, préqualifiés, présents et à venir, ayant exprimé la volonté de devenir actionnaire de la Société.

6.1.2. Personnes Morales

A titre limitatif, la société anonyme de droit français GRANDE ARMEE INVESTISSEMENT (GAI) S.A. ayant son siège social au 35, rue du Louvre, F-75002 PARIS inscrite au registre de commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 388 261 794

6.2 Transmission des titres d'actions

6.2.1 Les transmissions par les associés personnes physiques

6.2.1.1 Principes

a) Transmission entre vifs

Les transmissions de titres d'actions entre vifs, personnes physiques, tels qu'admis à être actionnaires sous l'article 6.1.1. des présents statuts, sont libres.

Les titres d'actions de la Société sont transmis, sous quelque forme que ce soit, par les actionnaires de la Société moyennant le respect des dispositions énoncées à l'article 6.2 des présents statuts.

Compte tenu du fait que l'actionnariat de la Société a un caractère exclusivement familial, sont expressément interdites toutes transmissions de titres de la Société, sous quelque forme que ce soit (sont visés, notamment mais pas exclusivement, les cessions, donations, transmission par union maritale, nantissements d'actions, apport en Société, apport partiel d'actifs, fusion, scission, cession de droits d'attribution ou de souscription à une augmentation de capital ou de renonciation au droit de souscription), à titre gratuit ou onéreux, à un tiers non actionnaire de la Société mentionné au 6.1.1.

L'actionnaire qui aura tenté de réaliser une transmission de titres en violation des présentes dispositions de l'article 6.2.1 a) des statuts pourra être exclu de la Société. En tout état de cause, toute transmission de titres réalisée en violation des présentes dispositions de l'article 6.2.1 a) des statuts sera considérée comme nulle et inopposable à la Société et pourra conduire, également, à l'exclusion de l'actionnaire à l'origine de cette violation.

b) Transmission par décès

Les titres d'actions de la Société peuvent être transmis par décès entre actionnaires, par la voie de la dévolution successorale légale, respectivement par voie testamentaire.

Dans l'hypothèse où des tiers non encore actionnaires de la Société recevraient des titres de la Société par dévolution successorale, à la suite du décès du de cujus actionnaire de la Société, il sera procédé à l'annulation des titres de la Société suivant les conditions stipulées à l'article 6.2.2 des présents statuts, sauf si ces tiers étaient susceptibles de se qualifier comme actionnaires conformément aux dispositions figurant sous le point 6.1.1.ci-dessus.

Le montant du remboursement et les modalités de l'annulation des titres d'action seront déterminés conformément aux dispositions énoncées à l'article 6.2.2 des présents statuts, étant toutefois précisé que l'annulation des titres interviendra sur la totalité des titres, et ce, même si le remboursement intervient en une ou plusieurs fois.

6.2.2.1 Procédure d'acquisition, souscription, cession et annulation des titres d'action

Les acquisitions, souscriptions, cessions et annulations de titres de la Société s'effectueront selon les modalités suivantes:

Valeur de la transaction

La valeur de la transaction sera déterminée à la diligence du Conseil d'administration à partir d'une valeur d'expertise des entreprises détenues par la Société, étant précisé que:

- Cette valeur devra tenir compte des décotes de holding, de minorité, et de liquidité, suivant l'appréciation donnée par l'expert ou le collège d'experts en prenant en considération la spécificité des statuts de la présente société.

6.2.2 Transmission des titres d'action par les actionnaires personnes morales

La cession des titres d'action par les associés personnes morales est libre. Toutefois la cession à une personne physique non associée doit rentrer dans le cadre de la procédure d'agrément visée à l'article 7.2.2.

Titre III. - Administration - Surveillance

Art. 7. Conseil d'Administration.

7.1 Composition

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée générale des actionnaires pour une durée minimum de 2 (deux) ans et pour une durée maximum qui ne peut dépasser 6 (six) ans; ils sont rééligibles et toujours révocables. En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement par la voie de la cooptation d'un remplaçant; dans ce cas l'Assemblée générale, lors de sa première réunion qui suit, procède à l'élection définitive.

7.2 Pouvoirs

7.2.1 Gestion de la Société

Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, à moins que de tels actes soient réservés à la compétence de l'Assemblée générale par la loi ou les présents statuts.

7.2.2 Procédure d'agrément et d'exclusion

Le Conseil d'administration aura seul compétence pour agréer ou exclure les actionnaires personnes physiques. A ce titre, le Conseil d'administration pourra solliciter tout document et/ou information qu'il jugera utile.

La personne physique, sujet de la demande d'agrément, devra avoir exprimé, par avance, sa volonté de devenir actionnaire de la Société ainsi que son engagement de respecter les présents statuts dans l'hypothèse où elle serait dûment agréée en qualité d'actionnaire de la Société.

(i) Le Conseil d'administration peut se saisir d'office ou être saisi par un actionnaire afin de statuer sur l'exclusion d'un actionnaire.

L'exclusion d'un actionnaire pourra, notamment, résulter d'une violation des dispositions des présents statuts, d'un éloignement avéré de la famille, d'une situation dont la nature rend difficile voire nuisible, à l'égard de la famille et/ou de la Société et/ou des entreprises affiliées à la Société, son maintien en qualité d'actionnaire de la Société.

(ii) Les décisions relatives à l'agrément ou à l'exclusion d'un actionnaire nécessiteront deux délibérations et donc deux votes successifs du Conseil d'administration, sous réserve du respect d'un délai minimum de 8 (huit) jours entre les deux délibérations.

En tout état de cause, à l'issue de la première délibération du Conseil d'administration, le Président du Conseil d'administration informera, par tous moyens, l'actionnaire intéressé ou le candidat actionnaire qu'une mesure d'admission ou d'exclusion est envisagée à son encontre. Ce dernier sera invité par écrit à participer à la deuxième réunion du Conseil d'administration afin d'être entendu en début de réunion, étant précisé qu'il ne pourra assister ni aux délibérations, ni au vote du Conseil d'administration.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément ainsi que la décision d'exclusion résulteront du deuxième vote du Conseil d'administration et n'auront pas à être motivées. Elles seront, en outre, in-susceptibles d'appel ou d'autres recours.

En cas de partage des voix entre les administrateurs, ainsi que dans l'hypothèse où le nombre d'administrateurs présents et représentés est inférieur à trois (3), la demande d'agrément ou la décision d'exclusion sera supposée avoir été rejetée. La décision d'agrément ou de refus d'agrément ainsi que la décision d'exclusion seront notifiées, par tous moyens de télécommunication écrits ou électroniques à l'intéressé.

(iii) L'exclusion d'un actionnaire entraînera automatiquement l'annulation de ses titres et celui-ci ne pourra pas s'y opposer.

Le montant du remboursement et les modalités de l'annulation des titres seront déterminés conformément aux dispositions énoncées à l'article 6.2.2 des présents statuts.

Le conseil déterminera sans recours possible les délais de remboursement, le cas échéant, et à compter de la décision d'exclusion, les titres de l'actionnaire, objet de l'exclusion, seront privés de tout droit de vote.

7.3 Organisation

Le Conseil d'administration désigne parmi ses membres un Président, et ceci dès sa première réunion.

Le Conseil d'administration peut être convoqué, par tous moyens, par son Président ou par un administrateur. Il peut également être convoqué, par tous moyens, par tout actionnaire dans l'hypothèse où il s'écoulerait plus d'un trimestre entre deux réunions du Conseil d'administration.

En cas d'absence du Président, la présidence de la réunion est conférée à l'administrateur le plus ancien présent.

Le Conseil d'administration peut, également, convier à ses réunions toute personne, avec voix consultative ou non.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, e-mail, télex ou téléfax, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, e-mail, télex ou téléfax.

Le Conseil d'administration peut délibérer au moyen d'un réseau de visioconférences. La délibération est mise en réseau à partir du siège social. Le procès-verbal des délibérations arrêtées par visioconférence est rédigé au siège social par le secrétaire du Conseil d'administration.

Il est envoyé aux membres du Conseil d'administration endéans les 15 (quinze) jours de la réunion. Ceux-ci feront connaître par écrit au secrétaire leur approbation ou leurs objections.

Si au cours d'une délibération par visioconférence une dissidence substantielle entre les membres du Conseil d'administration devait naître, tout administrateur est en droit de demander le renvoi du sujet qui en est à l'origine à une prochaine réunion du Conseil d'administration qui se tiendra endéans les 30 (trente) jours à Luxembourg, les membres étant physiquement présents ou dûment représentés. Le deuxième alinéa de cet article est d'application.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du Conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Toute réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société, mais mention devra être faite dans le procès-verbal de l'utilisation de la vidéo conférence.

Le Conseil d'administration peut prendre des résolutions par la voie circulaire, sauf en matière d'admission ou d'exclusion d'un actionnaire. Les propositions de résolutions sont dans ce cas transmises par écrit aux membres du Conseil d'administration qui font connaître leurs décisions en retour et par écrit. Les décisions sont considérées prises si une majorité d'administrateurs a émis un vote favorable.

Il est dressé procès-verbal des décisions du Conseil d'administration. Les extraits des décisions du Conseil d'administration sont délivrés conformes par le président, à son défaut par deux administrateurs.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante, sauf pour les cas où les présents statuts prévoient expressément le contraire.

7.4 Pouvoirs de signature, aux fins d'engager la Société

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non.

La Société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil d'administration.

La délégation des pouvoirs de la gestion journalière à un membre du conseil d'administration ou l'attribution de pouvoirs spéciaux à un tel membre impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué ou à ces autres administrateurs.

Art. 8. Commissaires. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans, rééligibles et toujours révocables.

La surveillance par les commissaires prévue au paragraphe précédent est supprimée si la Société fait contrôler ses comptes annuels par un réviseur d'entreprises agréé.

Si les conditions de l'article 69 (en combinaison avec les articles 35 et 36) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (la Loi du 19 décembre 2002) sont remplies, la surveillance de la Société sera confiée à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés indépendants, nommés conformément à l'article 69 de La loi du 19 décembre 2002.

Titre IV. - Assemblée générale - Exercice social - Dissolution

Art. 9. Assemblées générales.

9.1 Convocation

Le Conseil d'administration, ainsi qu'un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble au moins 10 % (dix pourcent) des actions ayant droit de vote, peuvent eux-mêmes convoquer l'Assemblée générale des actionnaires, chaque fois en précisant par écrit un ordre du jour.

Les convocations pour les Assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales et statutaires. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Les Assemblées générales des actionnaires se tiennent au lieu et à la date indiquée dans la convocation, avec communication de l'ordre du jour.

Toutefois, par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'Assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se réunit le troisième jeudi du mois de juin à onze heures du matin au siège social, ou à tout autre endroit ou autre date désignés par la convocation. Si ce jour est un dimanche ou un jour férié légal, l'Assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

9.2 Droit de vote

Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 6.2.1. b) et du dernier paragraphe de l'article 7.2.2 des présents statuts, chaque action donne droit à une voix.

Par exception et nonobstant toute convention contraire, lorsque la propriété de certaines actions est démembrée et que l'usufruit résulte d'une donation réalisée sous le bénéfice de l'article 787B du Code Général des Impôts français, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices et au nu-proprétaire pour les autres décisions relevant de l'assemblée générale.

Nonobstant ce qui précède, en cas de démembrement des droits sur les actions, alors que l'usufruit ne résulte pas d'une donation réalisée sous le bénéfice de l'article 787 du Code Général des Impôts français, le droit de vote, de même que le droit de convoquer une assemblée générale là où les présents statuts le permettent aux actionnaires, est exclusivement réservé à l'usufruitier, lequel peut donner, le cas échéant, mandat au nu-proprétaire de le représenter et donc de voter.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, pour l'Assemblée générale se prononçant sur la mise en liquidation ou sur le changement de la nationalité de la Société, et dans l'hypothèse d'un démembrement des droits sur les actions, le droit de vote est exclusivement réservé au nu-proprétaire.

Sauf démembrement de la propriété, la Société ne reconnaîtra qu'un titulaire par titre d'action, et en cas d'indivision le Conseil d'administration pourra exiger que les co-indivisaires nomment d'un commun accord, sinon fassent nommer par décision judiciaire à la requête de la partie la plus diligente, un représentant unique avant de pouvoir exercer les droits attachés aux actions en indivision.

9.3 Pouvoirs

9.3.1 Dispositions générales

L'Assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

9.3.2 Quorum et majorité aux Assemblées générales

- Décisions relevant de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires

a) Quorum

Pour être valablement réunie, l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires doit être composée d'actionnaires possédant la moitié au moins des actions ayant droit de vote, présents ou représentés, sur première convocation.

Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée doit être convoquée sur le même ordre du jour. Aucun quorum n'est requis pour que soit valablement réunie cette deuxième Assemblée.

b) Majorité

Sous la condition que le quorum soit respecté, les décisions sont prises à la majorité simple (la moitié des voix plus une) des voix des actionnaires présents et représentés.

Il en va ainsi notamment des opérations relatives à la nomination des administrateurs, des commissaires, des délibérations concernant les comptes annuels, les bénéfices le montant de la distribution de dividende.

- Décisions relevant de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires

a) Quorum

Pour être valablement réunie, l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires doit être composée d'actionnaires possédant la moitié au moins des actions ayant droit de vote, présents ou représentés, sur première convocation.

Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée doit être convoquée sur le même ordre du jour. Pour être valablement réunie, cette deuxième Assemblée générale extraordinaire des actionnaires doit être composée d'actionnaires possédant le tiers au moins des actions ayant droit de vote, présents ou représentés, sur deuxième convocation.

b) Majorité

Sous la condition que le quorum soit respecté, les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires, présents et représentés.

Art. 10. Dividendes. Les dividendes, une fois régulièrement votés par l'Assemblée générale, sont mis en paiement par le Conseil d'administration, dans les 6 (six) mois suivant l'Assemblée générale décidant la distribution, à moins que le Conseil d'administration décide de suspendre le paiement en raison de la survenance d'événements graves, soit externes, soit de crise de liquidité interne à la Société, rendant un paiement du dividende voté extraordinairement difficile voire impossible, ce que le Conseil d'administration devra constater par une décision dûment motivée et communiquée par tous moyens à tous les actionnaires.

L'assemblée qui vote la distribution des dividendes peut également décider, souverainement et pour la distribution en question, que tous les actionnaires personnes physiques, en pleine propriété et/ou en usufruit, ont droit au même dividende, qui sera le même par tête, quel que soit le nombre d'actions détenu, sans préjudice quant aux droits aux dividendes du ou des actionnaires personnes morales

Dans ce cas, la répartition du dividende global voté par l'Assemblée générale et mis en paiement par le Conseil d'administration, entre les actionnaires personnes physiques et à ou aux actionnaires personnes morales aura lieu d'après la clef de répartition suivante:

- Le dividende revenant à ou aux personnes morales correspondra à son pourcentage dans le capital de la Société, c'est-à-dire à son pourcentage dans le nombre total des actions émises par la Société (les actions propres éventuellement détenues par la Société n'étant pas prises en considération pour cette répartition);

Le dividende revenant à l'ensemble des actionnaires personnes physiques, à répartir entre elles comme il est dit ci-haut, sera constitué par le dividende global, moins la partie revenant aux personnes morales associées, comme dit ci-avant.

Art. 11. Exercice social. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 12. Dissolution. La réunion de toutes les actions de la Société entre les mains d'un seul actionnaire n'entraîne pas la dissolution de la Société.

En cas de perte de la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu de convoquer, au plus tard dans les deux (2) mois suivant la constatation de la perte ou la date à laquelle la perte aurait dû être constatée, l'Assemblée générale extraordinaire aux fins que celle-ci se prononce sur la dissolution éventuelle de la Société.

Les mêmes règles s'appliquent lorsque la perte atteint les trois quarts du capital social. Toutefois, en cette hypothèse, la dissolution de la Société pourra être prononcée par le vote favorable du quart des voix des actionnaires prenant part à la délibération.

Outre les cas expressément visés par la Loi, notamment de pertes constatées comme dit ci-haut, la dissolution de la Société peut être décidée, à tout moment, par les actionnaires réunis en Assemblée générale extraordinaire, d'après les règles de quorum et de majorité telles que prévues dans les présents statuts.

Tant dans le cas de la perte de la moitié du capital que dans le cas de la perte des trois quarts, l'Assemblée générale est souveraine.

L'Assemblée générale extraordinaire ayant décidé la dissolution de la Société nommera un ou plusieurs liquidateurs chargé(s) de conduire les opérations de liquidation, lesquels disposeront d'un pouvoir général de gestion sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la Loi et les présents statuts à l'Assemblée générale.

Art. 13. Dispositions diverses. La loi du 10 août 1915 sur les Sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de fixer le nombre des commissaires aux comptes à 1 (un), et de nommer comme commissaire aux comptes:

La société à responsabilité limitée LUXREVISION S.à.r.l., avec siège social au 7, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 40.124. L'assemblée générale décide de fixer le terme du mandat du commissaire aux comptes ainsi nommé de manière à ce qu'il s'achève à l'issue de l'assemblée générale annuelle se réunissant en l'an 2017.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de fixer le nombre des administrateurs à 3 (trois), et de nommer comme membres du conseil d'administration:

- Monsieur Patrice BOUGON, dirigeant de sociétés, né le 7 novembre 1955 à NEUILLY-SUR-SEINE (France), résidant à F-92200 NEUILLY-SUR-SEINE;

- Madame Marion GRANBOULAN, dirigeante de sociétés, née le 7 décembre 1958 à MAISONS-LAFITTE (France), résidant à L-1449 LUXEMBOURG; et

- Monsieur Claude GEIBEN, maître en droit, né le 16 septembre 1971 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2227 LUXEMBOURG.

L'assemblée générale décide de fixer le terme du mandat des administrateurs ainsi nommés de manière à ce qu'il s'achève à l'issue de l'assemblée générale annuelle se réunissant en l'an 2017.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de quatre mille cent euros (4.100.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux mandataires des parties comparantes, connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. Bougon, F. Taron, C. Geiben et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 décembre 2014. Relation: LAC/2014/59272. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204263/436.

(140228767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Haussmann, SCA, SICAV-SIF, Société en commandite spéciale sous la forme d'une Société d'Investissement à capital variable - Fonds d'investissement spécialisé.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 192.916.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the first day of the month of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared

Haussmann General Partner Sàrl, with its registered office at 25, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, presented by Maître Philippe Burgener, lawyer, residing professionally at 2, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 November 2014, following a resolution dated 30 October 2014 of the shareholder(s) (the "Shareholders") of Haussmann Holdings N.V., a company incorporated under the laws of Curaçao and having its registered office at Landhuis Joonchi, Kaya Richard J. Beaujon z/n, Curaçao, Netherlands Antilles (the "Company").

The appearing party requested the notary to state that:

1) The Company was incorporated in April 1969 under the laws of Curaçao (formerly the Netherlands Antilles) as a limited liability company.

2) The Shareholders of the Company resolved to transfer the registered office of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg and, as a consequence, to submit the Company to Luxembourg laws without interruption of its legal personality. The appearing party requested to restate the articles of incorporation of the Company in the form as stated below. The resolution of the Shareholders, together with the special report, the conclusion of which is that the Company's capital exceeds the equivalent of EUR 1,250,000, drawn up by PrivewaterhouseCoopers, Société coopérative, in the course of the transfer of the registered office of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

3) The Shareholders further approved the proposal to (i) change the legal form of the Company; (ii) to change the name of the Company into "Haussmann, SCA, SICAV-SIF" (the "Fund"); (iii) appoint Haussmann General Partner Sàrl as its general partner; (iv) reclassify the Management Shares of the Company as Management Shares of the Fund and all Participating Shares of the Company as Ordinary Shares of the Fund; (v) restate the articles of incorporation as detailed in point 6 hereafter, the appearing person being expressly authorised and empowered to make and agree to such changes and amendments as deemed appropriate; and (vi) appoint PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, having its registered office at 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, to act as approved statutory auditor of the Fund until the annual general meeting which will be held in 2015.

As a consequence of point 2), the Company continues in the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has acquired the Luxembourg nationality and is henceforth subject to Luxembourg law excluding any other laws.

- As a consequence of point 3), (i) the legal form of the Company is henceforth that of a société en commandite par actions; (ii) the name of the Company is "Haussmann, SCA, SICAV-SIF" (the "Fund") (iii) Haussmann General Partner,

société à responsabilité limitée, having its registered office at 25, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, is appointed as the associé commandité gérant of the Fund; (iv) the Management Shares of the Company are reclassified as Management Shares of the Fund and all Participating Shares of the Company are reclassified as Ordinary Shares of the Fund; (v) PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, having its registered office at 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, is appointed to act as approved statutory auditor of the Fund until the annual general meeting which will be held in 2015; (vi) the current accounting year has begun on 1 January 2014 and will terminate on 31st December 2014; (vii) the registered office of the Company is set at 25, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

As a consequence of the foregoing, the appearing person requested the notary to state that the articles of incorporation of the Fund read as follows:

Title I. Denomination, Registered office, Duration, Object

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares of the Company hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (investment company with variable capital specialised investment fund) under the name of "Haussmann, SCA, SICAV-SIF" (the "Company").

Art. 2. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the general partner (the "General Partner"). If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the General Partner may transfer the registered office of the Company to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economical, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles"), but only with the consent of the General Partner.

Art. 4. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "2007 Law") and the provisions of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law and the 2013 Law.

Title II. Share capital - Shares

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value (the "Shares") and shall at any time be equal to the net assets of the Company (the "Net Asset Value") as defined in article 12 hereof.

The capital of the Company shall be represented by two categories of shares, namely management shares held by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire commandité) ("Management Shares") and ordinary shares held by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) ("Ordinary Shares") of the Company which may be of different classes and categories as further detailed in the sales documents of the Company (the "Sales Documents").

Each Ordinary Share and Management Share shall be referred to as a "Share" and collectively as the "Shares", whenever the reference to a specific class or category of shares is not justified.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by Luxembourg law and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the 2007 Law.

The General Partner may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of article 71 of the 2007 Law, (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund").

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

The General Partner may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The Shares to be issued in a Sub-Fund may, as the General Partner shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the General Partner.

The General Partner may decide to consolidate or split the Shares of any Class.

The General Partner may also submit the question of the consolidation of Shares of any Class to the general meeting of shareholders of Shares of such Class. Such meeting shall decide on the consolidation with simple majority of votes cast.

The proceeds from the issuance of Shares of any Class within a Sub-Fund shall be invested pursuant to article 4 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the General Partner shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

Art. 6. The General Partner is authorised without limitation to issue further partly or fully paid Shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the General Partner and disclosed in the Sales Documents, without reserving to existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the Shares to be issued.

Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the Sales Documents, the issue price shall be based on the Net Asset Value for the relevant Class of Shares as determined in accordance with the provisions of article 12 hereof plus a sales charge or other charges, if any, as the Sales Documents may provide.

Ordinary Shares may only be subscribed by well-informed investors (*investisseurs avertis*) within the meaning of the Article 2 of the 2007 Law ("Eligible Investors") and professional investors within the meaning of the Article 1 (53) of the 2013 Law, subject to further marketing and selling restrictions set out in the 2013 Law.

The General Partner may delegate to any of its managers or to any duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new Ordinary Shares.

The General Partner is further authorised to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the Shares.

The issue of Shares of a Sub-Fund or Class shall be suspended if the determination of the Net Asset Value of such Sub-Fund or Class is suspended pursuant to article 13 hereof.

The General Partner may decide to issue Ordinary Shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. In such case, the assets contributed shall be valued in a report issued by the approved statutory auditor of the Company, if and to the extent required by Luxembourg law and regulations or by the General Partner. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant shareholder or a third party, unless the General Partner considers that the contribution in kind is in the interest of the Company or its shareholders or made to protect the interests of the Company or its shareholders.

The General Partner may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the General Partner, the other shareholders of the relevant Class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 7. All Shares shall be issued in registered form only.

Unless specifically requested by a shareholder, the Company will not issue share certificates and shareholders will receive a confirmation of their shareholding instead. If the shareholder desires to obtain share certificates, correspondent costs may be charged to such shareholder.

Any share certificate shall be signed by the General Partner.

If share certificates are issued and if shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his/her share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his/her request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

All issued Shares of the Company shall be inscribed in the register of shareholders (the "Register"), which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company. The Register shall contain the name of each shareholder of registered Shares, his/her/its residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and Class(es) of Shares held by him/her/it.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register. In the event of joint shareholders of Shares, only one address will be registered and any notices will be sent to that address only.

In the event that a shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his/her/its address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered in the Register as full owner of the Shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such Shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he/she/it might properly have to request a change in the registration of his/her/its Shares.

The Company will recognise only one shareholder in respect of a Share in the Company. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant Share or Shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered shareholder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint shareholders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Fractions of Shares up to four decimal places will be issued if so decided by the General Partner and disclosed in the Sales Documents. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

Art. 8. Any sale, assignment, transfer, exchange, contribution, pledge, charge, encumbrance, or universal transfer of assets and liabilities, in any form whatsoever, by a shareholder (a "Transfer") of the shares shall be made in accordance with the law and the present Articles and subject in particular to the restrictions provided for in these Articles.

Any share Transfer made in breach of the provisions of this Article shall be null and void and of no force or effect against the Company and the shareholders. Transfers which are null and void and of no force or effect shall not be recorded in the Register and, until remedied, all the rights and obligations attached to the Ordinary Shares will be exercised and enforced by the transferor holding the shares in question, without prejudice to any liability it may incur with respect to the Company or to the other shareholders.

Any shareholder planning to transfer his Ordinary Shares (a "Planned Transfer") to another shareholder or to a third party must notify the General Partner of this Planned Transfer by registered letter with acknowledgement of receipt (the "Transfer Notice").

The General Partner may accept and enter in the Register a transfer on the basis of any appropriate document(s) and acceptable to the General Partner recording the transfer between the transferor and the transferee. Transfers of shares are conditional upon, inter alia, the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor. Transfers of shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Company of a completed transfer form together with such other documentation as the Company may require.

Art. 9. Restriction on ownership. The General Partner shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company are acquired or held by (i) any person not qualifying as an Eligible Investor, (ii) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (iii) any person in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered including a requirement to register under any securities or investment or similar laws or requirements of any jurisdiction or authority. More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any Prohibited Person (as defined-above), and without limitation, by any "US Person", as defined hereafter. In the context of this Article a "US Person" shall qualify as a "Prohibited Person".

For such purposes the Company may:

- a) decline to issue any Share or to register any transfer of any Share where it appears to it that such registry would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a Prohibited Person;
- b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Share rests or will rest in a Prohibited Person;
- c) decline to accept the vote of any Prohibited Person; and
- d) where it appears to the Company that any Prohibited Person whom the Company reasonably believes to be a Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of Shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his/her/its Shares to a person qualified to own such Shares, or (b) request the shareholder to redeem his/her/its Shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all Shares he/she/it holds in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the shareholder holding such Shares or appearing in the Register as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the redemption price in respect of such Share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his/her/its last address known to or appearing in the books of the Company. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the Shares previously held or owned by him/her/it shall be cancelled;

2) The price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount based on the Net Asset Value per Share in the Company of the relevant Class, determined in accordance with article 12 hereof less any charges (if any); where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the Redemption Price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the Redemption Price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provides the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Class of Shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. Person" shall have the same meaning as in the Sales Documents of the Company. The General Partner may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

Art. 10. Redemption and Conversion of Shares. As is more specifically prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his/her/its Shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth by the General Partner in the Sales Documents. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form, subject to the conditions set out in the Sales Documents, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Shares, together with the delivery of the certificate or certificates for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the Sales Documents, the redemption price shall be based on the Net Asset Value for the relevant Class of Shares as determined in accordance with the provisions of article 12 hereof as at the applicable Valuation Day, less such charges and adjustments, if any, as the Sales Documents may provide. This price may be rounded up or down to the nearest decimal, as the General Partner may determine, and such rounding will accrue to the benefit of the Company, as the case may be. The redemption price per Share shall be paid within a period as determined by the General Partner in the Sales Documents provided that any requested documents have been received by the Company, subject to article 14 hereof.

The General Partner may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of Shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be disclosed in the Sales Documents.

The General Partner may delegate to any duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

The General Partner may (subject to the principle of equitable treatment of shareholders and the consent of the shareholder(s) concerned) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the Shares to be redeemed as described in the Sales Documents. To the extent required by Luxembourg laws and regulations or by the General Partner, such redemption will be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company. The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company, unless the

General Partner considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company or its shareholders.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to article 14 hereof. Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the Sales Documents, any shareholder may request conversion of all or part of his/her/its Shares of one Class of a Sub-Fund into Shares of another Class of that Sub-Fund or of another Sub-Fund at the respective Net Asset Values of the Shares of the relevant Classes, provided that the General Partner may impose such restrictions as disclosed in the Sales Documents as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the Sales Documents.

If redemption requests for more than a certain percentage of the Net Asset Value of a Sub-Fund, as determined by the General Partner and disclosed in the Sales Documents (the "Threshold"), are received, then the Company may limit redemptions so they do not exceed this Threshold. In such event, redemptions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem shares as of a same day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption request honoured; the balance of such redemption requests shall be processed by the Company on the next day at the Net Asset value per Share applicable on such next day on which redemption requests are accepted, subject to the same limitation. On such day, such requests for redemption will be complied with in priority to subsequent requests.

In exceptional circumstances relating to a lack of liquidity of certain investments made by certain Sub-Funds and the related difficulties in determining the Net Asset Value of the Shares of certain Sub-Funds, the treatment of redemption requests may be postponed and/or the issue, redemptions and conversion of Shares suspended by the General Partner. In addition, the General Partner may, in such exceptional circumstances, extend the period for payment of redemption proceeds to such period as shall be necessary to realise the assets and/or repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company are invested.

If a redemption or conversion would reduce the value of the holdings of a single shareholder of Shares of one Sub-Fund or Class below the minimum holding amount as the General Partner shall determine from time to time, then the General Partner may decide that this request be treated as if such shareholder had requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his/her/its Shares of such Sub-Fund or Class.

The Company shall not give effect to any transfer of Shares in its register as a consequence of which an investor would not or no longer meet the minimum holding requirement.

The General Partner may in its absolute discretion compulsorily redeem any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the General Partner and to be published in the Sales Documents.

Title III. Valuation - Determination of net asset value

Art. 11. Valuation Day/Frequency of calculation of Net Asset Value per Share. The Net Asset Value of Shares shall, for the purposes of the redemption, conversion and issue of Shares, be determined by the Company, from time to time, but in no instance less than once per year, as the General Partner may decide (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Day") and as disclosed in the Sales Documents.

Art. 12. Determination of Net Asset Value per Share. The net asset value per Share of each Class within each Sub-Fund (the "Net Asset Value") shall be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in such other currencies as the General Partner shall from time to time determine) as a per Share figure and shall be determined as at any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Class, being the value of the assets of the Company attributable to such Class less the liabilities attributable to such Class, as at any such Valuation Day, by the number of Shares of the relevant Class then outstanding, in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per Share shall be calculated up to two decimal places.

The Net Asset Value may be adjusted as the General Partner or its delegate may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholders' transactions.

If, since the time of determination of the Net Asset Value as at the relevant Valuation Day, there has been a material change in the valuations of the investments attributable to the relevant Sub-Fund, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The assets of the Company shall include (without limitation):

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

7) the liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options the Company has an open position in;

8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

For the purpose of the determination of the Net Asset Value, the value of the assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate to reflect the true value thereof.

(b) The value of any securities, money market instruments and derivative instruments will be determined on the basis of the last available price on the stock exchange or any other regulated market as aforesaid on which these securities, money market instruments or derivative instruments are traded or admitted for trading unless otherwise mentioned in the Sub-Fund Particulars. Where such securities, money market instruments or derivative instruments are quoted or dealt in one or by more than one stock exchange or any other regulated market, the General Partner shall make regulations for the order of priority in which stock exchanges or other regulated markets shall be used for the provision of prices of securities, money market or derivative instruments.

(c) If a security, money market instrument or derivative instrument is not traded or admitted on any official stock exchange or any regulated market, or in the case of securities, money market instruments and derivative instruments so traded or admitted the last available price of which does not reflect their true value, the General Partner is required to proceed on the basis of their expected sales price, which shall be valued with prudence and in good faith.

(d) Swaps contracts will be valued at the market value fixed in good faith by the General Partner and according to generally accepted valuation rules that can be verified by auditors. Asset based swap contracts will be valued by reference to the market value of the underlying assets. Cash flow based swap contracts will be valued by reference to the net present value of the underlying future cash flows.

(e) Each share or unit in an open-ended investment fund will be valued at the last available net asset value (or bid price for dual priced investment funds) whether estimated or final, which is computed for such unit or shares on the same valuation Day, failing which, it shall be the last net asset value (or bid price for dual priced investment funds) computed prior to the Valuation Day on which the Net Asset Value of the Shares in the Company is determined.

(f) In respect of shares or units of an investment fund held by the Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the General Partner may decide to value such shares or units in line with the prices so established.

(g) If, since the day on which the latest net asset value was calculated, events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of shares or units in other investment funds held by the Company, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the General Partner, such change of value.

(h) The value of any security which is dealt principally on a market made among professional dealers and institutional investors shall be determined by reference to the last available price.

(i) If any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the General Partner may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

(j) Any assets or liabilities in currencies other than the reference currency of the Sub-Funds will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other first class financial institution or financial data vendor.

(k) In circumstances where the interests of the Company or its shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the General Partner may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Company's assets, as further described in the Sales Documents.

The General Partner may, at its discretion, permit some other method of valuation to be used, if it considers that such method of valuation better reflects the true value of any asset of the Company and is in accordance with good accounting practice.

II. The liabilities of the Company shall include (without limitation):

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, central administrative agent's and registrar and transfer agent's fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees payable to its investment managers/advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, the remuneration and out of pocket expenses of the General Partner, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's net asset value, the costs of convening and holding shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets, the costs of publishing the issue and redemption prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

There shall be established one pool of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(1) Proceeds resulting from the issue of Shares in different Sub-Funds shall be allocated in the Company's books to the pool of assets of that Sub-Fund and the assets, liabilities, commitments, revenues and expenses relating to that Sub-Fund shall be allocated to the corresponding pool in compliance with the provisions below.

If within any pool Class specific assets are held by the Company for a specific Class of shares, the value thereof shall be allocated to the Class concerned and the purchase price paid therefor shall be deducted, at the time of acquisition, from the proportion of the other net assets of the relevant pool which otherwise would be attributable to such Class.

(2) When an asset derives from another asset, such asset will be recorded in the Company's books under the Sub-Fund holding the asset from which it derived, and, on each new valuation of the asset, the increase or decrease in value shall be allocated to the corresponding Sub-Fund.

(3) When the Company incurs a liability attributable to a specific asset in a given pool of assets or to a transaction performed in relation to the assets of a given Sub-Fund, this liability shall be allocated to that Sub-Fund.

(4) If an asset or a liability cannot be allocated to a given Sub-Fund, this asset or liability shall be allocated to all Sub-Funds in equal parts or, if the amounts involved so justify, in proportion to the Net Asset Values of the relevant Sub-Funds or in any other manner the General Partner shall decide in good faith.

(5) Following a dividend distribution to shareholders of a Sub-Fund, the Net Asset Value of that Sub-Fund shall be reduced by the amount of the distribution.

If there have been created within a Sub-Fund two or more Classes, the allocation rules set above shall apply, mutatis mutandis, to such Classes.

III. For the purpose of this Article:

1) Shares of the Company to be redeemed under article 10 shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the Valuation Day as at which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company.

2) Shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefor, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company.

3) All investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares; and

4) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

Art. 13. Co-Management and Pooling. The General Partner may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the Sales Documents for the Shares.

Art. 14. Temporary suspension of calculation of Net Asset Value per Share and of issue, redemption and conversion of Shares. The General Partner may suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Sub-Fund(s) and in consequence the issue, redemption and conversion of Shares of such Sub-Fund(s) in any of the following events:

(a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund(s), from time to time, is quoted or dealt in is closed or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) quoted thereon; or

(b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the General Partner, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner, disposal or valuation of the assets held by the Company attributable to such Sub-Fund(s) is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of Shareholders, or if in the opinion of the General Partner, the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such Sub-Fund(s); or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of such Sub-Fund(s) or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares of the Company cannot, in the opinion of the General Partner, be effected at normal rates of exchange; or

(e) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Company or any Sub-Fund(s), or merging the Company or any Sub-Fund(s), or informing the shareholders of the decision of the General Partner to terminate or merge any Sub-Fund(s); or

(f) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the Shareholders affected, i.e. having made an application for subscription, conversion or redemption of Shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other Sub-Fund.

Any application for subscription, redemption or conversion of Shares is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund, in which case investors may give notice in writing that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company prior to the end of the period of suspension, such application will be dealt with on the first applicable Valuation Day following the end of the period of suspension.

Title IV. Management and supervision

Art. 15. The Company shall be managed by Haussmann General Partner, a company incorporated as a société à responsabilité limitée, under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, (the "General Partner") in its capacity as general Partner (associé commandité) of the Company the General Partner composed of not less than three members (each a "Director"); members of the General Partner need not be shareholders of the Company.

Art. 16. The General Partner is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the General Partner.

The General Partner may use the services of a prime broker under the conditions foreseen by applicable laws and regulations and as disclosed in the Sales Documents.

The General Partner shall, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The General Partner shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

Any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the Sales Documents, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Funds of the Company.

The General Partner shall have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner has, and shall have, full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Ordinary Shares may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the General Partner.

The General Partner may appoint special committees, such as an investment committee and an advisory committee, as described more fully in the Sales Documents, in order to undertake certain tasks and functions expressly delegated to such committee(s).

Art. 17. The Company will be bound towards third parties by the signature of the General Partner, acting through one or more of its duly authorised signatories such as designated by the General Partner at its sole discretion or such person (s) to whom such power has been delegated.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the above mentioned General Partner.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as manager of the Company, the Company shall not be dissolved and liquidated, provided the General Partner appoints an administrator, who need not to be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the Articles, a successor General Partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Art. 18. Approved Statutory Auditor. The Company shall appoint an approved statutory auditor who shall carry out the duties prescribed by the 2007 Law. The approved statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

The approved statutory auditor in office may only be removed by the shareholders on serious grounds.

Title V. General meeting of shareholders

Art. 19. The general meeting of shareholders shall represent all shareholders of the Company. Without prejudice of the provisions of Article 14 of these Articles and to any other powers reserved to the General Partner by these Articles, it shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company provided that, unless otherwise provided herein, no resolution shall be validly passed unless approved by the General Partner.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner. General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the General Partner in accordance with Luxembourg law.

Art. 20. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the first Wednesday of the month of June at 2 pm (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the General Partner.

Other general meetings of shareholders or Class meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. Class meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to such Class. Two or several Classes may be treated as one single Class if such Classes are affected in the same way by the proposals requiring the approval of shareholders of the relevant Classes.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting of the shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are invited to attend and speak at all general meetings of shareholders. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, who need not be a shareholder, as his proxy, in writing or by telefax or any other means of transmission approved by the General Partner capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting. The general meetings of the shareholders shall be presided by the General Partner or by a person designated by the General Partner. The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary. The general meeting of shareholders may elect a scrutineer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at the meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. Except as otherwise provided herein or required by law, no resolution shall be validly passed unless approved by the General Partner.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 21. At any general meeting of shareholders convened in order to amend the Articles, including its corporate object or to resolve on issues for which the law refers to the conditions required for the amendment of the Articles, the quorum shall be at least one half of the capital of the Company. If the quorum requirement is not fulfilled a second meeting may be convened in accordance with the law. The second meeting may validly deliberate irrespective of the portion of the shares represented.

In both meetings resolutions must be passed by at least two thirds of the votes cast, provided that no resolution, shall be validly passed unless approved by the General Partner.

Art. 22. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the board of the meeting. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

Title VI. Accounting year, Allocation of profits

Art. 23. The accounting year of the Company shall begin on 1st January and shall end on 31st December of the same year.

Art. 24. Appropriation of profits. Class meetings shall, upon proposal from the General Partner and within the limits provided by the Luxembourg law, determine how the results of the Company shall be disposed of, and may from time to time declare distributions, or authorise the General Partner to declare distributions.

For any Class or Classes entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by the Luxembourg law. The annual general meeting of shareholders shall ratify any interim dividends resolved by the General Partner.

The distributions declared will normally be paid in the currency in which the relevant class is expressed or, in exceptional circumstances, in any other currency as selected by the General Partner and may be paid at any other places and times as may be determined by the General Partner.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Company becomes less than the minimum prescribed by law.

Title VII. Dissolution, Liquidation

Art. 25. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one liquidator (if a legal entity) or one or more liquidators, if physical persons, named by the general meeting of shareholders effecting such dissolution upon proposal by the General Partner. Such meeting shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares.

Art. 26. Merger of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or Class of shares has decreased to or has not reached an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund or Class of shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Sub-Fund or Class of shares concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or Class of shares or in order to proceed to an economic rationalization, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the shares issued in such Sub-Fund or Class of shares at their Net Asset Value (taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses), calculated on the Valuation Date at which such decision shall take effect. The Company shall publish a notice to the holders of shares concerned by the compulsory redemption prior to the effective date for such redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or Class of shares concerned may continue to request redemption (if appropriate) of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited in escrow with the Caisse de Consignation in Luxembourg for the benefit of their beneficiary.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund") and to redesignate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this section (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of shareholders who have not used this possibility,

provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, such decision shall be binding only on the shareholders who are in favour of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund as described above may be decided upon by a general meeting of the Shareholders, subject to the General Partner's approval, of the contributing Sub-Fund for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of those present or represented.

Title VIII. General provisions

Art. 27. Investors Information. Any information or document that the Company must or wishes to disclose or be made available to some or all of the prospective or existing investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the Company's prospectus, offering or marketing documentation, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, teletype, e-mail or any type of notice or message (including verbal notice or message), (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations

The Company may freely determine from time to time the specific Information Means used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Company's prospectus or at the Company's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the 2013 Law may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Company's prospectus or at the Company's registered office.

Art. 28. Depositary. The depositary of the Company which must be appointed pursuant to Article 19(1) of the 2013 Law may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of Article 19(11) of the 2013 Law, the Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in Article 19(14) of the 2013 Law. The Company hereby expressly allows for such a discharge and, more generally, allows for any discharge by the depositary of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations.

Information regarding any discharge by the depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 27 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the depositary of its liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 29. Preferential Treatment of Shareholders. Any prospective or existing investor may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment, resulting in a disadvantage to certain or all of the other investors (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in, applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of Shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no side-pocketing, reduced or no pre-emption, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counter-parties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of the Company's portfolio or of the Company's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Company's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise

condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the investor or investors, (iii) of the involvement in, or participation to, the Company's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company.

A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category or class of Shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company.

A Preferential Treatment is not necessarily assorted with the so-called "most favoured nation" clause in favour of all investors, meaning that, unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more investors have been accorded a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other prospective or existing investor to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this investor, all the criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met, and even if the situation and features of this investor are identical to any of the investors to whom this Preferential Treatment has been accorded.

Whenever an investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of investors who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 27 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 30. Applicable. Law All matters not governed by these Articles are to be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended, the 2007 Law and the 2013 Law.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by their name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: P. BURGENER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2014. Relation: LAC/2014/58238. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204297/711.

(140227970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

MagnaChip Semiconductor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 97.483.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance

Les administrateurs de la Société ont décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg avec effet au 15 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour Magnachip Semiconductor S.A.

Référence de publication: 2014204536/13.

(140228429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Espirito Santo Control S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 9, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 13.634.

Extrait de la décision sur la nomination d'un dépositaire des actions et parts sociales au porteur du 11.12.2014

Le curateur de la société ESPIRITO SANTO CONTROL SA en faillite décide de nommer
xinex s.à r.l., experts comptables, demeurant L - 6113 Junglinster, 42 rue des Cerises
comme dépositaire des actions et parts sociales au porteur.

Junglinster, le 16.12.2014.

POUR EXTRAIT CONFORME

Alain RUKAVINA

Le curateur

Référence de publication: 2014204157/15.

(140228867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Onlychic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 146.883.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le deux décembre.

Par-devant Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «ONLYCHIC S.A.» avec siège social à L-8211 Mamer, 53 route d'Arlon, inscrite au RC section B numéro B 146.883, constituée suivant acte reçu par le notaire Aloyse BIEL, alors de résidence à Esch/Alzette, en date du 22 avril 2009 sous la dénomination «Virtway Learning Technologies S.A.», publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1404 en date du 21 juillet 2009, ayant adopté sa dénomination actuelle par un acte passé par-devant le même notaire en date du 2 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 527 en date du 21 mars 2011.

La séance est ouverte à 10.30 heures sous la présidence de Monsieur Emmanuel FOURNIER, administrateur de sociétés, demeurant à L-1342 Luxembourg, 95, rue de Clausen.

L'assemblée renonce à la nomination d'un secrétaire et d'un scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

1. Que les actionnaires présents et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

2. Qu'il résulte de ladite liste de présence que l'intégralité des actions est représentée à la présente assemblée et qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

3.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

L'actionnaire représentant l'intégralité du capital social, déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

I. être propriétaire de l'ensemble des actions de la Société et représentant l'intégralité du capital social, déclare expressément procéder par les présentes à la dissolution de la Société;

II. que l'ensemble des dettes de la Société a été réglé et qu'il a reçu ou recevra tous les actifs de la Société, et reconnaissent qu'ils seront tenus de l'ensemble des obligations existantes (le cas échéant) de la Société après sa dissolution et que la société a cessé toute activité en date de ce jour;

que l'objet de la société à liquider ne servira pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme) et que la société à liquider ne s'est pas livrée à de telles activités.

III. En conséquence de cette dissolution, décharge pleine et entière est accordée par l'actionnaire aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour;

IV. Il sera procédé à l'annulation du registre des actionnaires et des actions de la Société et les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans au siège social de la société.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à sept cent cinquante euros (750 €) dont est tenu le bénéficiaire économique de la société.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Emmanuel FOURNIER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 3 décembre 2014. Relation: DIE/2014/15635. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207252/58.

(140231288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

TB North America S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 24.720.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.229.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth day of November at 11.00 a.m.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Yum! Restaurants International Management LLC, a limited liability company organized under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, United States of America and registered with the Delaware Secretary of State under number 5642718 (the "Sole Shareholder");

hereby represented by Mr. Régis Galiotto, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of TB North America S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 190.229, incorporated by a deed enacted by Maître Edouard Delosch, notary in Diekirch, on 11 September 2014, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 3.180 dated 30 October 2014 (the "Company").

II.- The 2,000,006 (two million six) shares, with a nominal value of USD 0.01 (one United States Dollar Cent) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 24,699,999.94 (twenty-four million six hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars ninety-four Cents) so as to raise it from its current amount of USD 20,000.06 (twenty thousand United States Dollars and six Cents) to USD 24,720,000 (twenty-four million seven hundred twenty thousand United States Dollars) by the issuance of 2,469,999,994 (two billion four hundred sixty-nine million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-four) new shares of the Company with a nominal value of USD 0.01 (one United States Dollars Cent) each, the whole to be fully paid up through the conversion of the share premium of the Company into shares;

3. Subsequent amendment to the first paragraph of article 8 of the articles of association of the Company; and

4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

The Sole Shareholder resolves to waive its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and consider the meeting to be validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is reminded that on 3 November 2014, (i) Yum! Restaurants International S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), organised under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 96.429 ("YRI") made a contribution in kind to the Company in exchange for the issuance by the Company of 2 (two) new shares of the Company with a nominal value of USD 0.01 (one United States Dollar Cent) each, subject to the payment of a share premium amounting to USD 239,999.98 (two hundred thirty-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars and ninety-eight Cents) (the "YRI Share Premium"), (ii) YCH S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), organised under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 138.284 ("YCH") made a contribution in kind to the Company in exchange for the issuance by the Company of 2 (two) new shares of the Company with a nominal value of USD 0.01 (one United States Dollar Cent) each, subject to the payment of a share premium amounting to USD 699,999.98 (six hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars and ninety-eight Cents) (the "YCH Share Premium") and (iii) Yum! Restaurants International S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") organized under the laws of Luxembourg, with its registered office at 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 96.429, acting through its U.S. branch, Yum! Restaurants International S.à r.l., U.S. Branch, with its registered office at 306 W. Main St., Suite 512, Frankfort, Kentucky 40601, USA ("YRI US Branch") made a contribution in kind to the Company in exchange for the issuance by the Company of 2 (two) new shares of the Company with a nominal value of USD 0.01 (one United States Dollar Cent) each, subject to the payment of a share premium amounting to USD 23,759,999.98 (twenty-three million seven hundred fifty-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars and ninety-eight Cents) (the "YRI US Branch Share Premium", together with the YRI Share Premium and the YCH Share Premium, the "Share Premium").

It is reminded that the shares held in the Company by YRI, YCH and YRI US Branch were transferred to the Sole Shareholder on 17 November 2014.

The Sole Shareholder resolves that the share premium previously paid on shares by YRI, YCH and YRI US Branch shall be attached to such shares issued by the Company respectively in favour of YRI, YCH and YRI US Branch and exclusively reserved to the benefit of the holders of such shares, with effect as from 3 November 2014.

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of USD 24,699,999.94 (twenty-four million six hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars ninety-four Cents) so as to raise it from its current amount of USD 20,000.06 (twenty thousand United States Dollars and six Cents) to USD 24,720,000 (twenty-four million seven hundred twenty thousand United States Dollars) by the issuance of 2,469,999,994 (two billion four hundred sixty-nine million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-four) new shares of the Company with a nominal value of USD 0.01 (one United States Dollars Cent) each, the whole to be fully paid up through the conversion of the Share Premium of the Company in a global amount of USD 24,699,999.94 (twenty-four million six hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars ninety-four Cents) into share capital of the Company, all with effect as at 3 November 2014 (the "Share Capital Increase").

The Sole Shareholder further resolve to accept the subscription and the payment, with effect as at 3 November 2014, by (i) YRI of 23,999,998 (twenty-three million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-eight) new shares of the Company through the conversion of the YRI Share Premium (ii) YCH of 69,999,998 (sixty-nine million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-eight) new shares of the Company through the conversion of the YCH Share Premium and (iii) YRI US Branch of 2,375,999,998 (two billion three hundred seventy-five million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-eight) new shares of the Company through the conversion of the YRI US Branch Share Premium (the "New Shares Issuance").

Thereupon intervene YRI, YCH and YRI US Branch, hereby represented by Mr. Régis Galiotto, prenamed, by virtue of proxies given under private seal, to acknowledge the Share Capital Increase and the New Shares Issuance.

Third resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, it is resolved to amend the first paragraph of article 8 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

" **Art. 8.** The Company's share capital is set at USD 24,720,000 (twenty-four million seven hundred twenty thousand United States Dollars), represented by 2,472,000,000 (two billion four hundred seventy-two million) shares with a nominal value of USD 0.01 (one United States Dollars Cent) each."

No other amendments shall be made to this article.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about eight thousand five hundred Euros (8,500.-Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinquième jour du mois de novembre à 11.00 heures, heure d'Europe centrale.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire public établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Yum! Restaurants International Management LLC, une société à responsabilité limitée, existant selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social sis au 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Secrétariat d'Etat du Delaware (Delaware Secretary of State) sous le numéro 5642718 (l'«Associé Unique»),

ici dûment représentée par M. Régis Galiotto, avec adresse professionnelle sise au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. La partie comparante est l'associé unique de TB North America S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 46a, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.229, constituée suivant acte reçu par Maître Edouard Delosch, notaire à Diekirch, le 11 septembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3.180 le 30 octobre 2014 (la «Société»).

II. Les 2.000.006 (deux millions six) parts sociales d'une valeur nominale de 0,01 USD (un cent de dollar américain) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour, dont l'Associé Unique reconnaît avoir été dûment préalablement informé.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 24.699.999,94 USD (vingt-quatre millions six cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars américains et quatre-vingt-quatorze cents) afin de le porter de son montant actuel de 20.000,06 USD (vingt mille dollars américains et six cents) à 24.720.000 USD (vingt-quatre millions sept cent vingt mille dollars américains) par l'émission de 2.469.999.994 (deux milliards quatre cent soixante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-quatorze) nouvelles parts sociales de la Société, d'une valeur nominale de 0,01 USD (un cent de dollar américain) chacune, le tout devant être entièrement libéré au moyen de la conversion de la prime d'émission de la Société en parts sociales;

3. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société; et

4. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de renoncer à son droit de convocation préalable à la présente assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en consé-

quence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que l'ensemble de la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est rappelé que le 3 novembre 2014, (i) Yum! Restaurants International S.à r.l., une société à responsabilité limitée, existant selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 96.429 ("YRI") a effectué un apport en nature à la Société en échange de l'émission par la Société de 2 (deux) parts sociales de la Société d'une valeur nominale de 0,01 USD (un cent de dollar américain) chacune, moyennant le paiement d'une prime d'émission d'un montant de 239.999,98 USD (deux cent trente-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars américains et quatre-vingt-dix-huit cents) (la "Prime d'Emission YRI"), (ii) YCH S.à r.l., une société à responsabilité limitée, existant selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138.284 ("YCH") a effectué un apport en nature à la Société en échange de l'émission par la Société de 2 (deux) parts sociales de la Société d'une valeur nominale de 0,01 USD (un cent de dollar américain) chacune, moyennant le paiement d'une prime d'émission d'un montant de 699.999,98 USD (six cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars américains et quatre-vingt-dix-huit cents) (la "Prime d'Emission YCH"), (iii) et Yum! Restaurants International S.à r.l., une société à responsabilité limitée, existant selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 96.429, agissant au travers de sa succursale américaine, Yum! Restaurants International S.à r.l., U.S. Branch, avec adresse au 306 W. Main St., Suite 512, Frankfort, Kentucky 40601, USA ("YRI US Branch"), a effectué un apport en nature à la Société en échange de l'émission par la Société de 2 (deux) parts sociales de la Société d'une valeur nominale de 0,01 USD (un cent de dollar américain) chacune, moyennant le paiement d'une prime d'émission d'un montant de 23.759.999,98 USD (vingt-trois millions sept cent cinquante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars américains et quatre-vingt-dix-huit cents) (la "Prime d'Emission YRI US Branch", ensemble avec la Prime d'Emission YRI et la Prime d'Emission YCH, la "Prime d'Emission").

Il est rappelé que les parts sociales détenues dans la Société par YRI, YCH et YRI US Branch ont été transférées à l'Associé Unique le 17 novembre 2014.

L'Associé Unique décide que la prime d'émission précédemment payée relativement aux parts sociales souscrites par YRI, YCH et YRI US Branch demeurera attachée aux parts sociales émises par la Société respectivement en faveur de YRI, YCH et YRI US Branch et exclusivement réservée au bénéfice des détenteurs desdites parts sociales, avec effet au 3 novembre 2014.

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 24.699.999,94 USD (vingt-quatre millions six cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars américains et quatre-vingt-quatorze cents) afin de le porter de son montant actuel de 20.000.06 USD (vingt mille dollars américains et six cents) à 24.720.000 USD (vingt-quatre millions sept cent vingt mille dollars américains) par l'émission de 2.469.999.994 (deux milliards quatre cent soixante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-quatorze) nouvelles parts sociales de la Société d'une valeur nominale de 0,01 USD (un cent de dollar américain) chacune, le tout devant être entièrement libéré au moyen de la conversion en capital social de la Prime d'Emission de la Société, pour un montant total de 24.699.999,94 USD (vingt-quatre millions six cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars américains et quatre-vingt-quatorze cents), le tout avec effet au 3 novembre 2014 ("Augmentation de Capital Social").

L'Associé Unique décide ensuite d'accepter la souscription et le paiement, avec effet au 3 novembre 2014, par (i) YRI de 23.999.998 (vingt-trois millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit) nouvelles parts sociales de la Société par la conversion de la Prime d'Emission YRI, (ii) YCH de 69.999.998 (soixante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit) nouvelles parts sociales de la Société par la conversion de la Prime d'Emission YCH et (iii) YRI US Branch de 2.375.999.998 (deux milliards trois cent soixante-quinze millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit) nouvelles parts sociales de la Société par la conversion de la Prime d'Emission YRI US Branch ("Emission des Nouvelles Parts Sociales").

Interviennent ensuite YRI, YCH et YRI US Branch, ici représentées par M. Régis Galiotto, prénommé, en vertu de procurations données sous sein privé, qui prennent acte de l'Augmentation de Capital Social et l'Emission des Nouvelles Parts Sociales.

Troisième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à 24.720.000 USD (vingt-quatre millions sept cent vingt mille dollars américains), représenté par 2.472.000.000 (deux milliards quatre cent soixante-douze millions) parts sociales ayant une valeur nominale de 0,01 USD (un cent de dollar américain) chacune.»

Aucune autre modification n'étant apportée à cet article.

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec cet acte, ont été estimés à environ huit mille cinq cents Euros (8.500.- Euro).

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été ajournée.

Dont Acte, à la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, au jour indiqué en tête du présent document.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne présente, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction française. Sur demande de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 décembre 2014. Relation: LAC/2014/57482. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204999/227.

(140227870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Lucazoom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.581.239,10.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 183.477.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une convention de transfert de parts sociales prenant effet au 30 juin 2014 que:

P5 Co-Investment L.P., ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, Channel Islands, a transféré 169.157 parts sociales ordinaires de chaque classe de A à J de la Société à Permira V L.P.2 ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, Channel Islands;

Permira Investments Limited, ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, Channel Islands, a transféré 414.307 parts sociales ordinaires de chaque classe de A à J de la Société à Permira V L.P.2, précitée;

P5 CIS S.à r.l., ayant son siège social à 282, route de Longwy L-1940 Luxembourg, a transféré 25.172 parts sociales ordinaires de chaque classe de A à J de la Société à Permira V L.P.I ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, Channel Islands;

Permira V I.A.S L.P., ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, Channel Islands, a transféré 39.694 parts sociales ordinaires de chaque classe de A à J de la Société à Permira V L.P.2, précitée;

Permira V I.A.S L.P., ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, Channel Islands, a transféré 31.264 parts sociales ordinaires de chaque classe de A à J de la Société à Permira V L.P.I, précitée.

Il en résulte, qu'à compter du 30 juin 2014, le capital de la Société est réparti comme suit:

- Permira V L.P.I: 2.700.890 parts sociales de catégorie A

2.700.890 parts sociales de catégorie B

2.700.890 parts sociales de catégorie C

2.700.890 parts sociales de catégorie D

2.700.890 parts sociales de catégorie E

2.700.890 parts sociales de catégorie F

2.700.890 parts sociales de catégorie G

2.700.890 parts sociales de catégorie H

2.700.890 parts sociales de catégorie I

2.700.890 parts sociales de catégorie J

- Permira V L.P.2: 12.343.401 parts sociales de catégorie A

12.343.401 parts sociales de catégorie B

12.343.401 parts sociales de catégorie C

12.343.401 parts sociales de catégorie D
12.343.401 parts sociales de catégorie E
12.343.401 parts sociales de catégorie F
12.343.401 parts sociales de catégorie G
12.343.401 parts sociales de catégorie H
12.343.401 parts sociales de catégorie I
12.343.401 parts sociales de catégorie J
- P5 Co-investment L.P.: 193.653 parts sociales de catégorie A
193.653 parts sociales de catégorie B
193.653 parts sociales de catégorie C
193.653 parts sociales de catégorie D
193.653 parts sociales de catégorie E
193.653 parts sociales de catégorie F
193.653 parts sociales de catégorie G
193.653 parts sociales de catégorie H
193.653 parts sociales de catégorie I
193.653 parts sociales de catégorie J
- Permira Investments Limited: 464.555 parts sociales de catégorie A
464.555 parts sociales de catégorie B
464.555 parts sociales de catégorie C
464.555 parts sociales de catégorie D
464.555 parts sociales de catégorie E
464.555 parts sociales de catégorie F
464.555 parts sociales de catégorie G
464.555 parts sociales de catégorie H
464.555 parts sociales de catégorie I
464.555 parts sociales de catégorie J
- Permira V I.A.S L.P.: 81.535 parts sociales de catégorie A
81.535 parts sociales de catégorie B
81.535 parts sociales de catégorie C
81.535 parts sociales de catégorie D
81.535 parts sociales de catégorie E
81.535 parts sociales de catégorie F
81.535 parts sociales de catégorie G
81.535 parts sociales de catégorie H
81.535 parts sociales de catégorie I
81.535 parts sociales de catégorie J
- P5 CIS S.à.r.l.: 28.357 parts sociales de catégorie A
28.357 parts sociales de catégorie B
28.357 parts sociales de catégorie C
28.357 parts sociales de catégorie D
28.357 parts sociales de catégorie E
28.357 parts sociales de catégorie F
28.357 parts sociales de catégorie G
28.357 parts sociales de catégorie H
28.357 parts sociales de catégorie I
28.357 parts sociales de catégorie J

Séverine Michel
Gérante

Référence de publication: 2014207102/85.

(140230912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.